

# La Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

Fondée par **Pierre MONATTE** en 1925

L'évacuation apporte l' "ordre"

*par Robert LOUZON*

Notre réunion avec la C. F. T. C.

Mythes, impostures et confusion

*par Roger HAGNAUER*

Une organisation inutile:

la Fédération Syndicale Mondiale

*par A. GIACOMETTI*

# LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire  
(mensuelle)

## CONDITIONS D'ABONNEMENT

### FRANCE - ALGERIE

Six mois . . . . . 8 NF ( 800 fr.)  
Un an . . . . . 15 NF (1.500 fr.)

### EXTERIEUR

Six mois . . . . . 10 NF (1.000 fr.)  
Un an . . . . . 18 NF (1.800 fr.)  
Le numéro : 1,50 NF (150 francs)

ADRESSER LA CORRESPONDANCE  
concernant la Rédaction  
et l'Administration à la  
Révolution prolétarienne

14, rue de Tracy — PARIS (2<sup>e</sup>)  
Téléphone : CENTRAL 17-08

### PERMANENCE

Les jeudis de 18 h. à 19 h.  
Les samedis de 17 h. à 19 h.

UTILISER POUR LES ENVOIS  
DE FONDS

notre compte chèques postaux  
Révolution prolétarienne 734-99 Paris

## Sommaire du N° 469 - Février 1962

Marguerite et Nathalia :	
Discrète Marguerite .....	M. CHAMBELLAND
Adieu à Nathalia .....	G. ROSENTHAL
Les témoignages de sympathie.	
Notes d'économie et de politique : L'évacuation apportée l' « ordre ». — Deux propositions pour les élections et pour la nationalité. — Le parti socialiste, fourrier du fascisme .....	R. LOUZON
Une table ronde syndicaliste franco-algérienne .....	F. RIVIERE
Notre réunion avec la C.F.T.C. : un succès de l'esprit syndicaliste .....	R. G.
Parmi nos lettres : Nous n'avouons pas (A. Hébert). — Sur le problème algérien et le danger fasciste (J. Gallienne). — Sur les autres dangers (J. Fontaine et Sauvé). — Toujours Cuba (G. Leval). — Contre toutes les tyrannies (P. Marie et Dubost). — Le syndicat, affaire de dirigeant (P. Sirlex). — Le cri d'un jeune désespéré (A. Laude).	
Une nouvelle expérience de démocratie dans le S.N.I. de la Loire .....	J. DUPERRAY
Mythes, impostures et confusion .....	R. HAGNAUER
Le quart d'heure du général .....	A. HEBERT
A bas les mauvais technocrates ! Vive les bons ! .....	M. LIME
Questions au silencieux du Congrès F.O. . .	R. H.
Une nouvelle centrale syndicale panafricaine .....	EL GORJANI
Une organisation inutile : la F.S.M. ....	A. GIACOMETTI
La poussée ouvrière et paysanne au Venezuela .....	C. VALLES
En lisant le journal de l'Inde de Romain Rolland .....	J. D. MARTINET
Les libertaires argentins et les syndicats. Pour la liberté de la presse espagnole antifranquiste.	

LE 8 FEVRIER 1962

## Huit travailleurs sont morts et des centaines ont été blessés

par des policiers casqués et armés de la matraque de l'homme des cavernes.

Rien ne peut justifier, ni même expliquer, cela !

**C'est un crime dont sont responsables les hommes du pouvoir**

Le règne de César en restera marqué.

**A Luisenthal, dans la Sarre**

## 300 mineurs sont morts

dans les galeries d'une mine à laquelle les technocrates avaient décerné

« le prix de sécurité ».

Rien ne peut justifier, ni même expliquer, cela !

**C'est un crime dont sont responsables les hommes du pouvoir**

# MARGUERITE ET NATHALIA

Ce matin du 29 janvier, il y avait au Père-Lachaise, grand concours de militants, deux générations au moins de luttieurs. C'était l'incinération du corps de Nathalia Sedova Trotsky qui, à 80 ans, venait de disparaître. André Breton, Pierre Naville, Laurent Schwartz, Isaac Deutscher, d'autres encore, parlèrent de Nathalia et du grand disparu dont elle partagea la vie.

Deux jours avant cet émouvant rassemblement du Père-Lachaise, et dans l'intimité la plus stricte, Marguerite Rosmer était incinérée dans le même lieu.

## Discrète Marguerite

Elle s'en est allée discrètement, comme elle l'avait désiré, dans le cercueil de peuplier de l'incinération, avec le minimum de monde qu'on appelle la « stricte intimité ». La salle du Columbarium, presque vide en paraissait plus ridicule.

Elle eût surtout aimé, je crois, cette case numérotée 19.990, au plus profond de la voûte, difficile à trouver, loin des visiteurs.

Marguerite Thévenet avait mis sa discrétion au service de la Révolution d'Octobre 1917.

Elle fut à la hauteur de la tâche que lui confièrent les dirigeants d'une Révolution qui changea le cours de l'Histoire.

Tâche ingrate, sans panache. Elle fut ce qu'on appelle maintenant un « passeur », un passeur de frontières au service de l'Internationale Communiste de la bonne époque.

Alors que Clemenceau, « Le Tigre », avait fermé les barbelés sur la nouvelle Russie, Marguerite Thévenet sut organiser le franchissement des frontières pour les brochures et les livres publiés à Smolny.

En trouve-t-on encore beaucoup aujourd'hui ? Elle put acheminer sur la France les documents du Livre Noir, les numéros de *Demain*, les poèmes de Marcel Martinet.

Ce fut elle qui accompagna Clara Zetkin au Congrès de Tours, en décembre 1920. Elle n'avait pas sa pareille pour rouler les inspecteurs. Toutes ces tâches ne l'empêchèrent nullement d'héberger « des illégaux », les délégués de l'Internationale et, notamment, Racoszy.

Elle sut aussi réunir les conditions les plus propices aux travaux d'Alfred Rosmer. Nous devons l'en remercier.

Elle était toujours prête à rendre service à tous. A la veille de sa mort, elle se préoccupait de faire obtenir au portier de sa maison de santé l'intégralité de ses congés payés.

Tout Marguerite tient dans ce trait final.

M. CHAMBELLAND.

On ne peut séparer ces deux femmes dans notre souvenir et dans notre cœur. Elles étaient d'ailleurs deux amies. Marguerite était la compagne d'Alfred Rosmer, un des fondateurs de la Révolution Proletarienne, un exemple pour nous tous, qui fut aussi l'ami personnel de Léon Trotsky. On nous permettra d'associer ici — en dehors de toute préoccupation de tendance et d'une évolution qui a pu nous mener assez loin des « trotskistes » d'aujourd'hui — les noms de Marguerite Rosmer et de Nathalia Trotsky dans le même souvenir ému.

## Adieu à Nathalia

Nathalia Sédova, la compagne de Léon Trotsky, a succombé.

Elle est venue vivre ses derniers jours à Paris, dans cette ville à laquelle tant de souvenirs d'autrefois l'attachaient et où son fils, Léon Sédov a vécu jusqu'à l'heure de son assassinat.

Un mal cruel a mis fin à la passion et aux sacrifices d'une existence vouée à la Révolution et à un de ses artisans suprêmes.

Après les heures des plus durs combats, alors que sa vocation faisait d'elle la protectrice des musées et des arts de Moscou, elle fut emportée à nouveau par la tourmente contre-révolutionnaire. Elle connut des heures plus cruelles qu'aux temps de la lutte contre le tsar.

Elle partagea l'exil et le bannissement de Léon Trotsky à Alma-

Ata, en Turquie, en France, en Norvège, au Mexique, dans des refuges précaires menacés par les entreprises des tueurs.

Ses deux fils ont péri de la main de Staline. Léon Trotsky est mort sous ses yeux. Pour lui, chacun sait, malgré la réserve hautaine que maintenait le grand luttieur sur tout ce qui était sa vie personnelle, qu'elle fut une compagne irremplaçable par sa douceur, sa foi et sa constance dans un combat qui ne comporte jamais ni trêve, ni merci.

Au Père-Lachaise, les chants révolutionnaires des jeunes et le respect des hommes de tous âges qui ont suivi et admiré Léon Trotsky, lui ont adressé un dernier salut.

Dans ce même cimetière repose son fils Léon Sédov.

Les cendres de Nathalia Sédova partiront pour Coyoacan où elles seront mêlées aux cendres de celui pour qui elle a vécu et dont elle a partagé la lutte.

L'itinéraire de sa mort est encore jalonné par les crimes dont elle a souffert.

Gérard ROSENTHAL.



Léon Trotsky, Alfred et Marguerite Rosmer, Nathalia Sédova et le petit-fils de Trotsky, Sieva. (Photo prise à Taxco, Mexique, en août 1939.)

# LES TÉMOIGNAGES DE SYMPATHIE

*Marguerite Bonnet, amie personnelle de Nathalia Trotsky et de Marguerite Rosmer, a prononcé au Père-Lachaise l'allocution que nous publions ci-dessous.*

Alfred Rosmer, qui fut pendant plus de cinquante ans l'ami fidèle de Léon Trotsky et de Natalia Sedova, m'a demandé d'expliquer ici son absence. Par une coïncidence cruelle, sa femme est morte trois jours avant Natalia. Nous l'avons accompagnée avant-hier en ce même lieu. Très ébranlé par ce double deuil, Rosmer ne peut être ici ce matin. En rendant hommage à Natalia Sedova, au nom de tous ceux qui furent ses amis, je salue avec émotion la mémoire de l'amie la plus ancienne, Marguerite Rosmer, dont le nom restera pour nous synonyme de fidélité, de vaillance, d'ardeur et de générosité.

De Natalia Sedova, d'autres diront tout ce qui doit être rappelé : son dévouement total à la cause du socialisme, son infatigable présence aux côtés de Léon Trotsky, dans la lutte, dans l'exil, par delà la mort même, et le soutien qu'elle a su lui apporter. Je ne veux ici qu'évoquer brièvement ce qu'elle représentait pour tous ceux qui ont vécu près d'elle.

Natalia, c'était le courage, le plus grand, celui de vivre sans amer repliement sur soi malgré tant de blessures qui ne se sont jamais fermées. C'était le pouvoir admirable de s'intéresser, toujours aussi ardemment, aux choses et aux êtres.

Rien de la vie ne la trouvait indifférente : elle possédait le don de s'émerveiller. Elle s'émerveillait devant la nature, les fleurs et les plantes surtout, qu'elle n'a cessé d'aimer depuis les années 1900 où elle étudiait la botanique à Genève, tout en militant dans le groupe animé par Lénine. Elle s'émerveillait devant tous les aspects de la création humaine. Ces dernières années encore, une sorte d'appétit jamais lassé de connaître et de comprendre la menait toujours un peu au-delà de ses forces, que ce soit dans les livres, dans les musées, ou à travers les ruines des cités mexicaines.

Elle semblait répondre aux coups de la vie par un amour encore plus grand de la vie, celui qui l'arrêtait parfois, au milieu de la foule, devant des visages inconnus, émouvants, sur le secret desquels elle pouvait longuement s'interroger. Car elle avait, noblement, le goût des êtres. Attentive à tous, enfants, adultes, elle montrait une pénétration psychologique d'une sûreté étonnante, souvent nuancée d'inquiétude, les difficultés de ses amis la bouleversant plus qu'eux-mêmes, et toujours chaude d'une tendresse dont la retenue ne masquait pas la profondeur. Si tout sentimentalisme lui était étranger, si la pudeur et la discrétion étaient sa marque, elle alliait à la force d'âme que toute sa vie a prouvée une sensibilité vibrante et la haute générosité de l'esprit et du cœur.

Ses cendres vont partir pour le jardin de Coyoacan où, ces dernières années j'ai eu l'honneur de vivre à ses côtés quelques-uns des anniversaires du 20 août 1940. Quelques fidèles envoyaient des messages, trop peu, hélas ! et la tristesse de Natalia devenait plus profonde. « On oublie », disait-elle. Mais tous ceux qui l'ont connue, de près ou de loin, n'oublieront pas et ne cesseront d'associer, dans le même hommage Léon Trotsky et sa compagne, Natalia Sedova, car Natalia, elle aussi, incarne ce qu'il peut y avoir dans l'humanité de plus vivante richesse et de plus vraie grandeur.

Parmi les premiers témoignages reçus par notre ami Rosmer nous extrayons ces quelques lignes :

**D'IGNAZIO SILONE (Rome)**

*Je viens d'apprendre (par Nadeau) la triste nouvelle de la perte de votre, et notre, Marguerite et j'en ressens une forte affliction. Depuis 1923, que je l'avais connue, j'avais pour elle une estime et admiration qui n'ont fait que croître avec les années. J'imagine ce que doit représenter pour vous, mon cher Rosmer, ce deuil ; mais vous savez qu'il vous reste toujours la famille des amis qui vous aiment et qui, à présent, pleurent avec vous la perte de Marguerite.*

**De Nicola CHIAROMONTE (Rome)**

*Nous voudrions, Miriam et moi, pouvoir être là, vous faire sentir toute proche notre affection. Nous ne le pouvons pas, et les mots sont un bien pauvre substitut.*

*Permettez-moi de vous le dire, Alfred, puisque je commence à vieillir moi-même et que je suis visité bien souvent par de telles pensées : je voudrais, à la fin de mes jours, pouvoir me dire que j'ai eu une vie qui ressemblait un peu à celle qu'a pu avoir Marguerite : si extraordinairement bien remplie, si entièrement vécue d'après ses convictions. C'était une belle chose que de voir vivre Marguerite.*

*Nous sommes infiniment tristes, cher ami, de penser à votre solitude. Mais les amis ne vous manquent pas, du moins pour vous faire sentir leur affection, leur solidarité, et leur gratitude aussi, pour nous donner l'exemple que vous nous donnez, pour être l'homme que vous êtes...*

**De R. POSTGATE (Londres)**

*Nous venons seulement d'entendre la douloureuse nouvelle de la mort de Marguerite. Je sais bien que même si j'écrivais le français mieux que je ne le fais, il n'a rien que je pourrais dire qui serait de la moindre utilité. La perte est trop grande et trop accablante.*

*Elle était un être d'une qualité si exceptionnelle...*

**De René et Henriette GOFFIN (Belgique)**

*Comment vous dire notre profonde et douloureuse émotion au reçu de la lettre de Daniel nous annonçant le décès de Marguerite, suivi trop vite de celui de Nathalia.*

*Dès que nous avons pu, après la guerre de 40, reprendre un contact dont l'origine remontait à l'époque les luttes des années 1920, nous savions qu'à chaque voyage à Paris, nous vous retrouvions tous deux.*

*C'était pour nous un besoin que de passer quelques heures en votre compagnie. Nous venions y chercher un bain de pureté morale prolétarienne qui nous lavait des saletés que la vie actuelle répand sur tous ceux qui veulent se garder propres...*

*Soyez courageux. Beaucoup d'amis vous restent et votre œuvre n'est pas terminée...*

**D'APOSTOLI (Draguignan)**

*Après la perte de Marcel (Martinet), de Camus et de Monatte, voici l'accablement où nous jettent les lettres qui nous annoncent la perte, le grand malheur, de Marguerite et de Nathalie. Nous voici plus pauvres dans un monde qui se perd en pleine décomposition...*

*Nous pensons surtout à toi, Alfred, pour qui ces deux pertes prennent une importance bien plus directe... Pour nous aussi la présence de Marguerite et de Nathalie nous aidait à revivre notre vie et croire encore à l'espoir.*

## FRATERNELLES CONDOLEANCES A NOTRE AMI ROGER HAGNAUER

Notre camarade Roger Hagnauer vient de perdre sa vieille maman. Nous savons ce que peut représenter une telle perte. Nous assurons notre ami de la part que nous prenons à sa peine. Les vieux abonnés de la « R.P. » qui connaissent Roger depuis trente ans, et les lecteurs d'aujourd'hui, s'associeront au « Noyau » pour serrer cordialement la main, en cette pénible circonstance, à l'un des plus anciens rédacteurs de notre Revue.

# Notes d'Economie et de Politique

## L'EVACUATION APPORTE L'« ORDRE »

Voici comment un journaliste américain, correspondant de l'Associated Press, Andrew Borowiec, décrivait la situation à Oran au milieu du mois dernier :

...Oran, ville de 400.000 habitants, n'est plus contrôlée par les autorités ; celles-ci se contentent de s'abriter dans des bâtiments gardés par les mitraillettes des C.R.S.

L'Organisation de l'Armée Secrète (O.A.S.) règne dans les quartiers européens de la ville ; le Front de Libération Nationale (F.L.N.) est le maître dans les quartiers arabes qui sont entourés par les troupes françaises.

Les meurtres dus au terrorisme sont de cinq en moyenne par jour. Au poignard et au pistolet des Musulmans répondent les bombes au plastic des Européens.

Fréquemment, un attentat musulman déclenche une émeute européenne et tout Arabe qui se trouve sur son passage est lynché.

Les autorités disent que l'économie oranaise est en train de s'écrouler. Elles ne voient aucun moyen d'arrêter le chômage et la fuite des capitaux.

On estime que 20.000 ouvriers musulmans sur 40.000 ont été licenciés par leurs patrons européens au cours des trois dernières semaines, ou bien refusent de s'aventurer dans les quartiers européens pour y travailler. Aussi, dans les quartiers musulmans y a-t-il eu des émeutes de la faim.

La plupart des commerçants et des industriels voient l'avenir en noir. Presque toute la construction privée est arrêtée et les crédits de l'Etat pour la construction de locaux d'habitation ont été réduits, pour 1962, de 35 %. Les ventes d'objets ménagers et de biens d'équipement ont baissé de plus de 60 %. Les textiles ont même été encore plus touchés.

Les autorités estiment que la production industrielle de la zone oranaise a baissé de 35 à 40 % depuis l'automne dernier. Chaque semaine, quatre entreprises industrielles en moyenne transfèrent leurs affaires en France...

Tous les commerçants et les sociétés industrielles sont forcés de contribuer à l'O.A.S. dont le revenu mensuel en cette ville est estimé officiellement à 200 millions d'anciens francs.

Les petits boutiquiers payent 2.500 anciens francs. Les docteurs, les dentistes et les avocats payent 5.000 anciens francs. Les sociétés commerciales sont taxées d'après le volume de leurs affaires. Tout le monde paie par crainte de voir sauter ses locaux ou son appartement.

Beaucoup de colons quittent la ville. L'administration déclare que 40.000 colons, soit en gros, 10 % du nombre total ont quitté l'Algérie occidentale depuis le 1<sup>er</sup> octobre (1).

Par ailleurs, la même agence américaine Associated Press donnait, dans une dépêche datée du 17 janvier, les précisions suivantes sur l'étendue du retrait de l'armée française et de l'implantation consécutive du F.L.N. :

Selon des sources militaires, la pénétration rebelle ne cesse de croître dans l'Est algérien où un grand nombre de postes français (2) ont été abandonnés ces mois derniers. Des unités de guerrillas rebelles ont, dit-on, occupé des

dizaines de petites villes et villages où l'armée française poursuivait jusque là ses efforts de pacification.

Et, presque simultanément, Claude Krief envoyait à l'Express une dépêche datée de Rabat où il était dit notamment :

Militairement, les Algériens constatent que l'O.A.S. suit le retrait des troupes françaises ; là où il n'y a plus d'armée, il n'y a plus d'O.A.S. Mieux encore : dans ces régions, la cohabitation avec les Européens qui sont restés est parfaite, à la grande irritation de certains officiers français qui ont appris avec quelle facilité des activistes connus avaient retourné leurs vestes. Si le dégagement se poursuit, il y aura des zones entières, en particulier dans le Constantinois, où s'exercera une souveraineté algérienne de fait.

Ainsi, c'est clair : d'un côté, là où demeure encore l'armée française, comme à Oran, c'est l'anarchie totale, le meurtre en permanence et une économie qui meurt. De l'autre, là d'où l'armée française s'est retirée, c'est l'ordre et la paix.

Je dis bien : la paix. La paix entre les deux communautés, car on ne peut mettre en doute ce que dit Claude Krief à ce sujet, du fait que s'il n'en était pas ainsi, si la prise du pouvoir par le F.L.N. s'était traduite par l'expulsion ou le meurtre d'Européens, nul doute que la propagande française ou, à son défaut, celle de l'O.A.S., nous l'aurait fait savoir à son de trompe !

La conclusion s'impose : si vous voulez mettre fin à l'anarchie et aux massacres, si vous voulez rétablir l'ordre et la paix, si vous voulez faire vaincre l'O.A.S., il faut que l'armée française disparaisse et que le F.L.N. prenne seul la charge de l'administration de l'Algérie. Il n'y a, en effet aucune raison pour que la transmission de pouvoirs qui s'est effectuée dans les territoires jusqu'ici évacués ne s'opère pas aussi tranquillement, aussi pacifiquement dans tout ce qu'à Alger ou à Oran, on appelle le « bled », et qui couvre les 90 % de l'Algérie.

Cela pour une bonne raison : c'est que dans le bled, les Européens forment une minorité si faible que ce serait pour eux folie pure que de tenter seulement de résister.

En revanche, pour ce qui n'est pas le bled, pour le littoral, c'est-à-dire les grandes villes de la côte et les grandes plaines qui les bordent, la situation n'est pas la même. Là, disons qu'en gros et très approximativement, il y a à peu près la moitié d'Européens. Ils peuvent donc résister. Résister à eux seuls, même après le départ de l'armée française. Résistance au bout de laquelle ils seront certainement défaits, car le F.L.N. dispose de l'immense réserve que constituent les 10 millions d'Arabes du bled, tandis que les Européens ne peuvent compter sur personne d'autre que sur eux-mêmes, la métropole étant maintenant bien décidée à les laisser tomber.

Malgré cela, les gens du littoral se décideront-ils à résister ? Tenteront-ils de réaliser leur vieux

(1) Bien entendu, depuis le 17 janvier, date de cet article, la situation à Oran s'est encore aggravée.

(2) 2.000, au cours des derniers six mois, sur un total de 3.000, d'après un article du *New-York Herald Tribune*.

rève : tuer suffisamment de « bicots » pour que ceux-ci sont matés pour toujours ? Ou bien, la prudence l'emportera-t-elle sur la passion et feront-ils comme leurs compatriotes du bled, « retourneront-ils leur veste » ? Accepteront-ils la loi du F.L.N., c'est-à-dire la loi du nombre ? Se résigneront-ils à vivre sur un pied d'égalité avec ceux qu'ils ont vaincus et spoliés durant cent trente ans ?

J'avoue que c'est là une question qui me hante et à laquelle j'hésite à donner une réponse — peut-être les lecteurs de ces Notes s'en sont-ils déjà aperçus — dans un sens ou dans l'autre.

C'est que c'est là un de ces problèmes ou les « impondérables », comme l'on dit, jouent le plus grand rôle, et même le seul. Les « impondérables », c'est-à-dire les facteurs moraux, les « moments psychologiques » qui font pencher la balance d'un côté ou de l'autre.

J'écris ces lignes dans les premiers jours de février, le cuisinier de la « R.P. » ayant fixé le 5 comme le dernier jour pour la remise de la copie. Ainsi, lorsqu'elles paraîtront, il est fort possible que des événements spectaculaires se soient déjà produits, tels que la sécession officielle des Algériens européens d'avec la France — l'O.A.S., qui est déjà le pouvoir de fait pour toute la colonie européenne du littoral, devenant également le pouvoir de droit ; et peut-être aussi que consécutivement à cet événement, il se sera produit une coupure dans l'armée, son partage en deux camps, celui de ceux qui soutiendront la sécession et celui de ceux qui la combattront, ou qui, tout au moins refuseront de s'y rallier.

De tels événements comporteraient plusieurs avantages. Ils accéléreraient, sans doute, le retrait de l'armée française, au moins de sa partie fidèle, car l'armée n'aura vraiment plus rien à faire en Algérie le jour où ceux pour la protection desquels elle a été envoyée, refuseront d'avoir des rapports avec l'Etat français. Ces événements permettront également à chacun d'apprécier plus exactement le rapport des forces et d'en tirer les conséquences.

Que seront celles-ci ?

L'échec en France de tout mouvement ayant pour dessein de supporter les sécessionnistes leur prouvera définitivement qu'il ne leur faut absolument plus compter sur la métropole, mais je pense que cela, ils le savent déjà, et que ça n'atteindra donc guère leur moral.

La proportion de l'armée qui rejoindra l'O.A.S. est une chose qui aura évidemment beaucoup plus d'importance. Si cette proportion était vraiment très faible, ce serait un coup très dur, même pour les plus gonflés. Il y aura lieu également de tenir compte de l'attitude des harkis et autres supplétifs. L'O.A.S. compte beaucoup sur ceux-ci pour sa guerre contre le F.L.N. Or, si les harkis restaient fidèles au gouvernement français, qui les paie, fidélité qui ne pourrait se traduire à assez brève échéance que par un ralliement au F.L.N., ce serait là aussi un coup très dur pour le nouvel Etat.

Pareillement, la plus ou moins grande gravité des mesures que le gouvernement français sera appelé à prendre à l'égard des sécessionnistes jouera aussi un certain rôle. De Gaulle se bornera-t-il à retirer en vitesse les éléments demeurés fidèles de l'armée, laissant, pour le reste, les Algériens libres d'agir comme ils l'entendent ? Ou bien prendra-t-il des mesures coercitives, telles, par exemple, qu'un blocus rigoureux ?

Enfin, je rappelle l'influence qu'aura sur le moral de ceux qui restent la plus ou moins grande proportion des Européens qui foutent le camp. L'O.A.S. l'a très bien compris, ainsi que le montrent, et le tract par lequel elle interdit à chacun

de quitter l'Algérie sans autorisation du chef O.A.S. du quartier, et les plastiquages auxquels elle se livre en métropole contre les domiciles d'un certain nombre de rapatriés. C'est pourquoi le gouvernement français devrait utiliser tout ce qui peut lui rester encore d'autorité sur le littoral pour assurer à tout prix la sécurité et le transport de tous ceux qui veulent partir.

Pour apprécier quelle sera la résultante de tous ces éléments du « moment psychologique », on fera bien de surveiller tout spécialement ce qui se passera à Bône.

Bône est la grande ville du littoral constantinois, comme Alger et Oran sont les grandes villes des deux autres parties du littoral algérien. Mais Bône diffère d'Alger et d'Oran sur deux points.

D'abord la plaine de Bône est moins vaste que la plaine d'Alger (la Mitidja) et surtout que celle du Sig, qui s'étend d'Oran à Mostaganem. La population urbaine européenne de la ville n'est donc point doublée d'une ceinture aussi importante de terriens européens qu'à Alger ou à Oran, ce qui diminue sensiblement sa capacité de résistance.

En second lieu, et c'est là le plus important, alors que le peuplement d'Alger et d'Oran est essentiellement espagnol, celui de Bône est essentiellement italien. Or l'Italien est plus souple, moins orgueilleux, et aussi moins sanguinaire, que l'Espagnol ; il est donc moins porté à se battre et plus enclin à s'adapter.

La conséquence de ces deux faits est que le moral des Européens de Bône doit être considéré comme occupant une position intermédiaire entre celui des colons du bled et celui des gens de Bab-el-Oued. Ainsi, si, comme il est probable, le F.L.N. se présente devant Bône avant de se présenter devant Alger ou Oran, le côté où basculeront les Bônois ce jour-là : celui de l'acceptation ou celui de la rébellion, permettra de pronostiquer assez bien comment se comporteront Alger et Oran. Si Bône lâche, on pourra espérer que la résistance des deux autres grandes villes ne sera peut-être que symbolique ; si, au contraire, Bône tient, alors Alger et Oran certainement ne lâcheront pas.

## DEUX PROPOSITIONS POUR LES ELECTIONS ET POUR LA NATIONALITE

Si, finalement, tout se passe à peu près bien, je veux dire : si les « colons » du littoral se comportent comme le font présentement ceux de l'intérieur, si leur aveuglement n'oblige pas le F.L.N. à les massacrer pour se débarasser d'eux, comme le fit Dessalines pour les « créoles » de Haïti, je crois qu'il serait fort utile pour tout le monde que les Européens participent effectivement à la vie politique du nouveau régime ; or, il faut pour cela qu'ils ne s'en trouvent point automatiquement écartés par la simple loi du nombre. C'est pourquoi l'institution d'un système électoral analogue à celui du Liban (voir une lettre de Gallienne dans la « R.P. » d'avril 60) me semblerait une chose excellente.

On pourrait, par exemple, établir un régime électoral comme celui-ci : les membres des différentes assemblées (communales, régionales, nationales) seraient élus au scrutin de liste majoritaire, chaque liste devant comprendre obligatoirement un nombre d'Algériens d'origine européenne proportionnel au nombre de ceux qui habitent la circonscription. Dans tous les corps élus, il y aurait ainsi nécessairement des Européens d'origine, et ceux-ci seraient même en

nombre fort important dans des assemblées comme les conseils municipaux des grandes villes.

Cela présenterait un double avantage.

D'abord, avec ce système, les Européens ne pourraient point s'estimer frustrés ; ils ne pourraient pas avoir le sentiment que justice ne leur est pas faite ; ils auraient droit à leur part, rien qu'à leur part, mais à toute leur part.

En second lieu, et cela me paraît plus important encore, à la division raciale entre Algériens d'origine et Algériens immigrés, qui tendrait à se perpétuer s'il y avait des listes électorales distinctes pour les uns et pour les autres, il pourra se substituer peu à peu une division en partis ; on ne dirait plus de quelqu'un : c'est un indigène ou c'est un pied-noir, mais : c'est un conservateur, un radical, un socialiste, un communiste, etc., ou telle autre dénomination que se donneraient de nouveaux partis. L'obligation qui serait faite par le régime électoral aux uns et aux autres de se mêler politiquement serait peut-être le plus sûr moyen d'opérer un brassage général des deux peuples.

Une seconde mesure, qui concerne celle-ci la nationalité, me semblerait également fort utile. Il ne saurait être question de donner aux Français d'Algérie, en plus de la nationalité algérienne, la nationalité française. Avec un million d'habitants qui auraient la nationalité française et qui seraient, par conséquent, en droit de réclamer constamment l'intervention de l'Etat français pour défendre leurs intérêts particuliers, les Algériens ne seraient plus maîtres chez eux.

Mais à défaut d'une double nationalité, il pourrait y avoir ce qu'on pourrait appeler une nationalité alternante (je crois bien que sous la république de Weimar quelque chose de ce genre avait été arrangé entre l'Allemagne en l'Autriche). J'entends par ce terme que tout Français qui se rendrait en Algérie deviendrait par cela même et tout toute la durée de son séjour en Algérie, citoyen algérien ; et, de même, bien entendu, tout Algérien qui se rendrait en France deviendrait par cela même et pour toute la durée de son séjour en France, citoyen français.

De telles dispositions comporteraient des avantages matériels non négligeables pour les uns et les autres et ils contribueraient également à resserrer les liens économiques et moraux entre les deux rives de la Méditerranée, ce qui, à mon sens, est très souhaitable.

## LE PARTI SOCIALISTE FOURIER DU FASCISME

Je regrette, mais c'est un fait. Chaque fois qu'en France le parti socialiste est venu au pouvoir, la législature ne s'est pas terminée sans qu'une dictature ait remplacé la République.

Le parti socialiste est arrivé une première fois au pouvoir en 1936 avec le Front populaire, et c'est la Chambre de 1936, la Chambre du Front populaire, qui a cédé le pouvoir à Pétain. Le parti socialiste est arrivé une seconde fois au pouvoir en 1956 avec le Front républicain, et c'est la Chambre du Front républicain, qui a cédé le pouvoir à De Gaulle.

Cela, d'ailleurs, n'est pas particulier à la France. L'Allemagne a fait une expérience analogue. Après la révolution du 9 novembre 1918 la classe ouvrière allemande était maîtresse des destinées de son pays. Le parti social-démocrate en profita pour prendre les rênes du gouvernement, et il les conserva (à peu près seul en Prusse, en les partageant avec d'autres dans les autres Etats allemands) jusqu'au jour où, sans combat, il livra la république à Hitler.

Dans ces conditions, inviter le parti socialiste

à participer à une lutte anti-fasciste, c'est introduire le loup dans la bergerie.

Mais cette constance de la séquence : pouvoir socialiste-dictature, n'est évidemment pas le fait du hasard. Elle a des raisons profondes.

Le passage du parti socialiste au pouvoir est toujours marqué par une suite de trahisons. Trahison de tout ce qui constitue l'idéal socialiste.

A peine Blum, en 36, était-il devenu chef du gouvernement que, pour se concilier l'opinion bourgeoise, il commettait cette infamie : le blocus de l'Espagne républicaine. A peine un nouveau ministre Blum, heureusement éphémère, était-il formé dix ans plus tard que, pour se concilier l'opinion bourgeoise, il commettait cette autre infamie : la déclaration de guerre au Viet-minh.

Et lorsque Guy Mollet prend, en 56, la présidence du Conseil, c'est en chaîne que les infamies se succèdent : pour se montrer plus colonialiste que les plus colonialistes, non seulement Mollet capitule devant les pieds-noirs d'Alger, mais il nomme au gouvernement de l'Algérie l'infâme Lacoste dont il couvre toutes les turpitudes : camps de concentration et massacres, tortures et assassinats ; enfin, pour couronner le tout, il entend prouver qu'il est un ardent défenseur de la finance en débarquant des troupes dans cet Egypte qui s'est rendu coupable d'un crime de lèse-capitalisme : la nationalisation de la Compagnie de Suez.

En Allemagne, il en a été de même. On peut dire que durant la quinzaine d'années pendant laquelle la social-démocratie fut au pouvoir, elle n'a jamais eu qu'une préoccupation : empêcher, par tous les moyens, la classe ouvrière de faire sa révolution. Front unique avec toute la bourgeoisie, allemande et française, afin d'écraser toutes les tentatives d'émancipation du prolétariat allemand, qu'elles soient menées sous l'égide de Spartacus ou du Parti Communiste allemand, car celui-ci n'était point encore devenu le pur valet de la bureaucratie moscovite qu'il devint ensuite !

Dès lors, on comprend fort bien le processus. Dégoutée de ceux qu'elle considérait jusque là comme ses représentants et ses défenseurs, comme son « avant-garde », écœurée de la suite de vilénies et de trahisons commise par ses « chefs », la classe ouvrière perd confiance en son destin et laisse faire le premier aventurier venu. Tant qu'elle espère dans le socialisme, elle est prête à la lutte ; le jour où elle voit le socialisme trahi par ceux-là même qui le lui ont enseigné, elle se refuse à combattre contre qui que ce soit et pour quoi que ce soit.

C'est, sous une nouvelle forme, l'histoire de 1848. Massacrée par les républicains en juin 1848, privée par eux, en 1851, du droit de vote, la classe ouvrière parisienne laisse en décembre Louis Bonaparte écraser la Seconde République. De même, trahie par la social-démocratie, la classe ouvrière allemande, non seulement laisse faire Hitler, mais s'enrôle même, en partie, sous sa bannière... Et de même aussi, trahie d'abord par Blum qui déclenche la guerre d'Indochine, puis par Guy Mollet qui, élu pour faire la paix en Algérie, développe la guerre et la rend ignoble, et qui, par-dessus le marché, attaque l'Egypte, la classe ouvrière française laisse sans réagir, un paranoïaque s'installer au pouvoir, et même, en partie, vote pour lui.

Tout cela est dans la logique des choses.

Mais allons plus loin.

Etant donné qu'à l'origine tout au moins, les partis socialistes ne sont qu'une émanation de la classe ouvrière, qu'ils ne font que formuler sa propre volonté d'émancipation, doit-on conclure de leur faillite à l' « incapacité politique

de la classe ouvrière » pour reprendre, sous forme négative, l'expression de Proudhon ?

Je ne le pense pas.

Cette incapacité politique apparente est due à ceci, que la classe ouvrière n'est pas capable d'agir politiquement au sein d'un régime politique qui, comme le parlementarisme, est un régime propre à la bourgeoisie.

Chaque classe, une fois qu'elle est au pouvoir, régit la société au moyen d'un système politique qui lui est spécial.

Le système politique par lequel la bourgeoisie gouverne est le régime parlementaire. Or, du fait même qu'il est le régime de la bourgeoisie, le régime parlementaire ne saurait convenir à l'exercice du pouvoir par le prolétariat.

C'est ce qu'avaient bien vu, quoi qu'en soit un peu confusément, et Marx à la lumière de l'expérience de la Commune de Paris, et les anarchistes des années 1890-1900 à la lumière, en sens contraire, des scandales de la III<sup>e</sup> République.

Le prolétariat ne pourra donc espérer arriver à ses fins, il ne pourra entrevoir la fin des trahisons que lorsqu'il aura établi un système politique qui lui soit propre, un ensemble d'institutions qui soient aussi différentes de celles

du régime parlementaire, que celles-ci le sont de celles de l'Ancien régime.

Quel sera ce système ?

Sans doute celui dont une ébauche grossière avait été fournie par la Commune de Paris et qui prit une forme beaucoup plus élaborée avec les soviets russes de 1905 et de 1917 ainsi qu'avec les Conseils ouvriers allemands de 18-19, et qui sera peut-être demain le régime de la Yougoslavie. Disons une République des Conseils.

En tous cas, tant qu'elle n'aura pas institué un nouveau système politique, son système, la classe ouvrière française fera bien de ne point pousser ses hommes au pouvoir ; elle ne devra pas leur faire commander les rouages d'un régime parlementaire si elle ne veut pas être conduite, par eux, aveuglément mais sûrement, vers le pouvoir personnel et le fascisme.

La république parlementaire étant une chose bourgeoise, n'a de chances de vivre que si elle reste entre les mains de la bourgeoisie. S'il doit y avoir un jour une VI<sup>e</sup> République, elle sera beaucoup plus en sûreté entre les mains d'un Pinay ou d'un Mendès-France qu'entre celles d'un Guy Mollet.

R. LOUZON.

## UNE TABLE RONDE SYNDICALISTE FRANCO-ALGERIENNE

Le Congrès Force-Ouvrière vient de lancer un appel pour l'arrêt des effusions de sang et la détermination démocratique du peuple algérien.

Le syndicalisme ne peut rester neutre devant un tel problème, car la guerre d'Algérie et ses prolongements concernent non seulement les travailleurs musulmans, mais encore les travailleurs algériens d'origine européenne et les travailleurs français de France.

L'Algérie est en marche vers son indépendance. Mais à travers le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, ce qui, dans une telle affaire est notre souci majeur, c'est non seulement l'arrêt des combats, mais la défense des intérêts des travailleurs d'Algérie et de France, quelle que soit leur origine.

La constitution de l'Algérie nouvelle va poser des problèmes douloureux notamment en ce qui concerne ceux des « pieds-noirs » que l'on appelle les petits-blancs, en l'espèce les travailleurs algériens d'origine française ou européenne.

Il y aurait en Algérie environ 1 million de musulmans sans emploi, sans parler des sous-employés. Nombre d'emplois, tenus par des petits-blancs (parce qu'ils sont petits-blancs) pourront l'être par des musulmans. Ces petits-blancs, algériens souvent depuis plusieurs générations, ont donc comme perspective l'exode vers la France ou ailleurs.

C'est ce sentiment d'angoisse devant l'insécurité, l'incertitude, qu'exploite l'O.A.S. pour des buts, parmi lesquels la coexistence pacifique des deux communautés pour le bien-être des travailleurs de toutes origines et en fin de compte pour l'épanouissement démocratique de l'Algérie est bien le cadet de leurs soucis.

Le problème de base c'est le développement économique de l'Algérie, afin que cette dernière puisse assurer du travail à tous ses enfants.

Problème auquel il faut s'atteler d'urgence ; problème qu'ont étudié les camarades de l'U.S.T.A. dans leur Congrès de Lille, ainsi que les solutions qu'ils proposent ; mais problème de longue haleine.

**Et en attendant ?**

En attendant, il faudra trouver du travail pour le million d'Algériens sans travail qui seront demain, qui peuvent être aujourd'hui la proie facile des aventuriers de tout poil.

**Comment ?**

Il faudra sans doute que nombre de travailleurs, de toutes origines, s'expatrient en France... ou ailleurs.

Il s'agit pour le syndicalisme de lutter pour la défense des intérêts de tous, sans privilège pour aucun.

C'est dans cette voie qu'il paraît urgent que Force-Ouvrière prenne l'initiative de convoquer une véritable table ronde du syndicalisme de France et d'Algérie, afin d'étudier ces problèmes, de rechercher leur solution. Cette recherche ne sera sans aucun doute pas chose aisée, raison de plus pour s'y atteler tout de suite.

Ce qui, par contre, apparaît plus aisé, c'est la convocation de cette table ronde.

En effet, Force-Ouvrière groupe nombre de travailleurs français d'Algérie d'une part. D'autre part, elle fait partie de la C.I.S.L., dont fait également partie l'U.G.T.A. Ce n'est pas la faute de F.O. si n'en fait pas également partie l'U.S.T.A. chez qui nous trouvons les mêmes soucis que dans notre syndicalisme libre.

Une telle table ronde, comprenant des représentants des travailleurs français d'Algérie, des travailleurs algériens de France et d'Algérie et des travailleurs français de France, tracerait ainsi la voie à la coexistence pacifique des travailleurs de France et d'Algérie, en France et en Algérie, car elle se tracerait comme objectif la défense et la coordination des intérêts de tous.

Dans la mesure de nos moyens nous aurons ainsi travaillé à supprimer le terrain favorable que constitue pour l'O.A.S. l'angoisse des petits-blancs, nous aurons œuvré à la réconciliation des travailleurs de l'U.S.T.A. et de l'U.G.T.A. Affaiblissant l'O.A.S., nous aurons contribué à empêcher cette organisation de s'imposer en France et de nous appliquer ses méthodes totalitaires.

En poursuivant notre lutte syndicale dans l'entente syndicale, nous aurons œuvré pour la Paix en Algérie et en France, pour la démocratie en France et en Algérie.

A travers une telle orientation, s'inscrira avec bien plus de valeur notre appel au Gouvernement Français et au G.P.R.A. pour des négociations, lesquelles devront être étendues au M.N.A., si nous voulons vraiment que s'arrêtent les effusions de sang.

De telles négociations, s'appuyant sur une telle action syndicale permettent d'envisager un avenir démocratique pour l'Algérie nouvelle et son entente avec une France démocratique.

Félix RIVIERE,

Syndiqué F.O.

des Hospices civils de Lyon.



# Notre réunion avec la C. F. T. C. un succès de l'esprit syndicaliste

*Une camarade secrétaire a bien voulu prendre en sténographie tous les exposés de notre réunion du 3 février et, en premier lieu, ceux de Lucas, du bureau confédéral de la C.F.T.C., et de Descamps, secrétaire général de la C.F.T.C. La mise en forme de ce compte rendu in extenso demande un certain temps et nous ne pourrions l'avoir pour ce numéro de la R.P. Nous comptons lui faire une large place dans notre numéro de mars. Les camarades ne nous en voudront pas de ne donner aujourd'hui qu'un commentaire général de cette excellente réunion.*

## EN DEPIT D'UN COUP BAS ANTISYNDICALISTE

Si notre réunion a été malgré tout un succès, ce n'est pas la faute de ceux qui ont voulu la « corser » en dernière heure. Trois jours avant la date prévue et annoncée, le secrétaire du Syndicat des correcteurs C.G.T., qui avait retenu pour nous une salle d'une des annexes de la Bourse du travail, recevait une lettre de la commission administrative. On l'avisait que les organisations invitantes n'étant pas membres de la Bourse du travail, la disposition de la salle était retirée et les instructions données pour qu'on ne l'utilise pas.

Querelle faussement juridique dont tout militant reconnaîtra aussitôt l'origine et l'honnêteté ! Discutons donc juridiquement puisque, même de ce point de vue, nous n'avons pas l'intention de nous laisser faire. Non pas tellement pour nous, nous entendons bien faire reconnaître, à l'encontre de l'autoritarisme d'une tendance, le droit pour des syndiqués, réunis sur un sujet ouvrier et syndicaliste, d'utiliser — avec l'accord d'un syndicat adhérent à la Bourse — une salle de cette maison. La salle avait-elle été retenue par un syndicat ? Cela ne se discute même pas. Le syndicat des correcteurs avait demandé et obtenu une salle pour son groupe d'études syndicales lequel l'avait mise à la disposition de l'Union des Syndicalistes pour ce débat sur « le programme et l'orientation de la C.F.T.C. », auquel participaient les dirigeants les plus en vue de cette confédération. Réunion syndicale et syndicaliste, sans l'ombre d'une contestation possible. A vrai dire, c'est même pour cela qu'on a tenté de la saboter. Il y a des chasses gardées et des monopoles. Eh bien ! c'est ce que nous n'acceptons pas ! Bien qu'en fin de compte le mauvais coup n'ait pas réussi, nous poserons la question de savoir si une tendance du mouvement syndical actuel — et la moins syndicaliste de toutes — a le droit, en interprétant à sa façon la législation, de supprimer aux autres tendances la disposition des salles syndicales. C'est une question d'intérêt général pour tous les syndiqués, et nous n'étoufferons pas le coup qu'on nous a porté.

Sans doute pouvons-nous avoir d'autres salles, et même des salles syndicales contrôlées par d'autres camarades que ces sectaires, bureaucrates obtus et réactionnaires. En l'occurrence, nous étions quand même pris de court. Nous n'avions plus les moyens de rectifier nos invitations et les communiqués que certains journaux avaient insérés (nous les remercions pour cela). Il nous fallait une salle assez proche de celle dont on nous fermait abusivement la porte. C'est pourquoi nous nous réfugiâmes dans cette salle du « Tambour de la Bastille » dont le nom est un programme. Nous nous excusons d'avoir reçu les camarades et nos invités de la C.F.T.C. dans un local dont on peut discuter le choix.

Il reste que cette salle devint rapidement trop petite. En dépit du trouble certain apporté, en dernière heure, par la manœuvre que nous dénonçons, nos amis comprirent comment il convenait d'y répondre. Il ne fait pas de doute que, sans ce coup bas, dont nous savons que le bruit s'était répandu, nous aurions eu une assistance encore plus nombreuse. Mais nous avons eu une bonne réunion, avec de nombreux militants, dont plusieurs responsables de syndicats et de fédérations.

Nos remerciements vont d'abord aux camarades Lucas et Descamps, de la C.F.T.C. Ils demeurèrent fidèles à leurs engagements malgré ce changement imposé. Ils nous ont apporté une information complète et pleine d'intérêt. Ils ont accepté une discussion qui ne leur fit grâce de rien. Ils y firent front avec loyauté. C'est à eux, en premier lieu, que nous devons d'avoir eu une réunion utile, passionnante même. Tous les assistants ont apprécié l'esprit dans lequel ont été conduites cette information et cette discussion.

C'est le camarade Gonin qui avait d'abord accepté de venir nous parler de la question des salaires telle que la voit la C.F.T.C. Il en a été empêché au dernier moment par une tâche syndicale. Nous l'avons regretté. Et nos camarades de la Loire le regretteront plus encore. Ils nous avaient envoyé une adresse de sympathie à ce militant C.F.T.C. qui, pendant plusieurs années dans la Loire, prit part aux expériences unitaires. Mais il fut très bien remplacé par le camarade Lucas qui nous exposa clairement le programme revendicatif de sa confédération.

## APRES UNE INFORMATION COMPLETE UNE DISCUSSION ARDENTE, MAIS ORDONNEE

Notre commentaire sera nécessairement superficiel. Nous le faisons sans le secours de notes, puisque nous aurons le texte intégral. Ce sont les lignes générales que nous dégageons aujourd'hui.

Lucas est un militant qui vient de la Loire-Atlantique où il dirigeait, au moment des grands mouvements de 1955, le syndicat des métallurgistes C.F.T.C. de Saint-Nazaire. C'est avec satisfaction que nous l'avons entendu s'élever contre le salaire au rendement. Nous fûmes peut-être moins convaincus quand il nous exposa la conception de la C.F.T.C. sur le « salaire social ». Mais il fut applaudi quand il considéra le salaire comme part du revenu national, comme portion du « gâteau » dévolue aux travailleurs. Eugène Descamps ne laissa de côté aucun des grands problèmes : Algérie, unité d'action antifasciste, planification et participation des organisations syndicales, reconversion, affaire de Decazeville, déconcentration industrielle, unification européenne, évolution de la C.F.T.C., unité syndicale, adaptation et « modernisation » nécessaires de l'action syndicale, formation et information à tous les échelons.

Il faut remarquer que cet exposé complet sur l'orientation générale de la C.F.T.C. ne dépassa pas le temps que nous lui avions imparti. La discussion put se développer largement, et elle ne s'en priva pas. Plus de dix camarades posèrent des questions ou, plus exactement, intervinrent dans le débat. Louis Mercier fit remarquer les particularités de la géographie syndicale française. Il y a des régions ou des entreprises qui semblent privilégiées pour la C.F.T.C., d'autres pour Force Ouvrière. Cela dépend sans doute de l'équipe de militants qui se trouve là. Au lieu de

se concurrencer, il faudrait travailler ensemble. La réunion d'aujourd'hui est un exemple. *Mercier* estime que les organisations syndicales se contentent souvent d'essayer d'infléchir les politiques gouvernementales, au lieu de mener leur action propre. Il précise sa pensée en montrant comment on peut être solidaire, pratiquement, des travailleurs algériens, des Espagnols, ou des travailleurs étrangers dispersés dans le Marché européen.

*Roger Lapeyre*, après avoir demandé des précisions sur l'incident du refus de la salle de la Bourse du travail, souligna que l'évolution de la C.F.T.C. est assez évidente, puisqu'on peut voir aujourd'hui les leaders de la C.F.T.C. reçus par la *Révolution Proletarienne* ! Il manifesta quelques doutes sur l'utilité véritable de la participation aux organismes du Plan. Ne sommes-nous pas là simplement pour donner le cachet syndical à une politique anti-ouvrière ? *Lapeyre* se félicita que *Descamps* n'ait pas considéré le pluralisme syndical comme une situation définitive. Il regrette alors qu'on n'ait pas vu de syndicats C.F.T.C. participer au Mouvement pour un Syndicalisme Uni et Démocratique.

*Maurice Joyeux*, avec ce choix de formules heureuses dont il a le secret, ironisa sur le « syndicalisme moderne ». Je suis un « vieux » syndicaliste, dit-il. Il défendit le principe d'égalité pour l'ouvrier et pour l'homme, qui doit aboutir, non seulement au « resserrement » de la hiérarchie, mais à sa suppression. C'est ce que reprit *Maurice Kirsch*. Jusqu'où êtes-vous pour le resserrement de la hiérarchie ? demanda-t-il. *Kirsch* montra la naissance et le développement, dans tous les pays, y compris ceux qu'on appelle « socialistes », de la nouvelle classe des technocrates. *Riguidel* intervint sur le rôle de l'Eglise dans l'affrontement des classes sociales. Si les syndicats chrétiens ne sont certes plus ce qu'ils étaient au moment des syndicats « jaunes », il y a encore des régions où l'Eglise et le patronat les soutiennent contre les autres. *Le Bras* montra, entre autres choses, que le salaire indirect ou « social » n'est nullement prélevé sur le profit, mais qu'il l'est sur

la masse salariale globale. *Chéron* mit en lumière comment le patron moyen s'y prend pour déjouer la législation sociale. *Roger Hagnauer* insista sur les salaires horaires réels et sur la situation exacte des salaires français dans l'ensemble européen. A côté d'une politique syndicale à l'échelle continentale, les Unions départementales, les Unions locales ont un grand rôle à jouer pour l'application aux conditions concrètes d'une politique ouvrière et pour l'action commune des organisations libres.

Il n'est pas certain, actuellement, que la partie la plus active, la plus avancée de la classe ouvrière se trouve dans les rangs de la C.G.T. *Albert Sadik* rendit hommage aux vieux militants syndicalistes dont l'action a fait progresser aussi nettement la condition ouvrière. Il s'éleva contre la pratique généralisée des heures supplémentaires. *Volovitch* posa la question de la position de la C.F.T.C. à l'égard des subventions aux écoles libres. Enfin, *Charbit* n'oublia pas de situer les responsabilités des tenants de la politique russe dans l'extension en France — à l'encontre de toute la tradition syndicaliste — du salaire au rendement, des primes et de la hiérarchie des salaires.

On voit la tâche ardue qui incombait à nos camarades *Lucas* et *Descamps* quand la parole leur fut donnée pour répondre à ces multiples interventions. Je ne voudrais pas réduire la portée de leurs répliques. Nous y reviendrons sur le texte complet. Disons cependant qu'ils ne se déroberent sur rien. Ils exprimèrent l'intérêt qu'ils avaient pris à une discussion aussi amicale et loyale. Ils y répondirent sur le même ton. Je ne sais pas quel profit ils tireront de ce contact avec les militants réunis par le Groupe d'études syndicales des correcteurs, l'Union des Syndicalistes, la *Révolution Proletarienne* et le Cercle *Zimmerwald*. Je puis en tout cas les assurer que, pour nous, cette réunion a été très utile. Nous sommes non moins sûrs qu'elle aura de la répercussion dans les différentes organisations syndicales.

R. G.

## Parmi nos

# LETTRES

### Nous n'avouons pas

De HEBERT, de Nantes :

*Le ralliement honteux ou avoué à de Gaulle m'exaspère. Surtout lorsqu'il se pare du masque de l'anti-fascisme.*

*Il faut démystifier !*

*Vous vous appelez encore « La Révolution Proletarienne » et vous voulez une revue syndicaliste révolutionnaire.*

*J'ai l'impression que vous glissez de plus en plus sur les positions de réformisme de gauche.*

*Ceci n'a rien de déshonorant en soi. Encore conviendrait-il de consentir à l'avouer aux autres et... à soi-même.*

Si Hébert voulait bien justifier son « impression » par quelques exemples et arguments, nous pourrions la discuter. Maintenant, nous ne pouvons que l'enregistrer. Remarquez que « réformisme de gauche », par les temps qui courent, ce ne serait déjà pas si mal ! Mais, nous n'avouons pas. Nous ne mettrons pas, en sous-titre de la R.P. « revue réformiste de gauche ». Nous continuerons, avec la

conscience bien tranquille, à l'intituler « revue syndicaliste révolutionnaire ».

Une « impression » en vaut une autre. Eh bien ! moi, j'ai l'impression que Hébert n'a pas le temps de bien lire la « R.P. » ! — R. G.

### Sur le problème algérien et le danger fasciste

De Jacques GALLIENNE (Hérault) :

*Bien des questions traitées dans les plus récents numéros de la « R.P. » méritent une discussion approfondie. Chacune d'elles mériterait un article particulier. Mais je ne veux pas abuser des colonnes de la revue, aussi me bornerai-je à résumer ma position qui, on le sait, n'est pas toujours conforme à celle des camarades du noyau.*

*Actuellement, je considère le danger O.A.S. comme sérieux, non seulement en Algérie, mais en France même. Il serait vain de prétendre que l'O.A.S. n'a pas la possibilité de triompher dans la métropole parce qu'elle n'est pas soutenue par la bourgeoisie française, parce qu'elle n'a pas l'appui de larges masses, ou autres arguments de ce genre. A ses débuts, le nazisme n'avait pas non plus la faveur de la bourgeoisie allemande, ni du peuple : cela ne l'a pas empêché de triompher. Le fait est que, chaque jour, l'action de l'O.A.S. devient plus provocante, la liste de ses victimes s'allonge, qu'elle bénéficie de complicités de plus en plus étendues dans l'armée, la police, la magistrature, et que les réactions de la gauche apparaissent comme insignifiantes en face de l'audace qu'elle manifeste quotidiennement. Est-on conscient du*

danger à la « R.P. » ? Je n'en ai guère l'impression. Quand je lis par exemple que la solution du problème algérien est de laisser face à face l'O.A.S. et le F.L.N., je tombe des nues. Pratiquement, O.A.S. et F.L.N. sont déjà face à face en Algérie. Cela ne donne que tueries généralisées et de plus en plus aveugles. Rappeler l'armée en France, est-ce la solution ? L'O.A.S. ne demande que cela. Elle se juge assez forte, en Algérie, pour mobiliser les Européens sur place, et écraser le peuple algérien. Elle ne réussirait pas ? Sans doute. Mais son action ne pourrait aboutir qu'au partage, créant en Algérie une situation analogue à celle qui sévit depuis quatorze ans en Palestine. Je ne crois donc pas aux bienfaits que susciterait un tête-à-tête O.A.S. F.L.N., une fois l'armée française partie. Faut-il donc, comme je l'ai encore lu dans la « R.P. » pousser les Européens d'Algérie à émigrer en France ? Le résultat serait d'augmenter les chances de triomphe du fascisme ici-même, je ne le vois que trop dans la région méditerranéenne où les activistes venus d'Afrique du Nord sont nombreux, et où non seulement ils jettent des bombes à tort et à travers, mais ils pourrissent leur entourage par une propagande habile. Alors, où est la solution ? Je ne la vois que dans une prise de conscience de la gauche, un regroupement de plus en plus actif. Car, bien sûr, il n'y a pas à compter sur le régime actuel pour combattre l'O.A.S. Si la passivité présente continue, le fascisme ne triomphera pas immédiatement sans doute, mais quelques années de pourrissement encore le renforceront, et il finira par l'emporter. Et voilà pourquoi, si je ne partage pas toujours le point de vue de « l'Express » et de « France-Observateur », j'estime que ces deux publications ont du moins le mérite d'attirer l'attention sur l'importance de la question algérienne, de sensibiliser l'opinion de gauche sur les problèmes qui en découlent, et c'est à mes yeux l'essentiel dans la période présente.

Mais le regroupement de la gauche doit-il se faire avec ou sans le parti communiste ? Voici la grande question qui me séparera sans doute de la plupart des camarades du noyau de la « R.P. ». Je ne discute pas ce que serait une France soumise au parti communiste. La question ne se pose pas pour l'instant : il est clair que l'U.R.S.S., actuellement, ne veut pas risquer de guerre mondiale. En conséquence, elle ne veut pas non plus de prise de pouvoir par un parti communiste du monde occidental, ce qui risquerait de mettre le feu aux poudres. Tout le prouve, en particulier le manque d'action du P.C.F. quand une agitation sociale se produit en France. Et il en sera ainsi, j'en suis persuadé, tant que durera la paix. En cas de guerre, l'arrivée de l'armée soviétique porterait le P.C. au pouvoir en France, mais qui pourrait penser que le refus du front unique avec le P.C. actuellement contre l'O.A.S. nous en préserverait ? Actuellement, j'estime qu'il n'y a pas de danger venant du P.C.F., tandis qu'il y a danger, bien réel, du côté de l'O.A.S. Pour lutter contre ce danger, il faut regrouper sans exclusive tous ceux qui ont intérêt à le combattre, et le P.C. est du nombre. Il faut écarter le P.C., dit-on, parce que sa présence est susceptible d'éloigner certains camarades ? Je le demande, sont-ils nombreux, ceux qui traitent manifester dans la rue seulement à la condition que le P.C. n'en soit pas ?

De plus, je vois d'autres raisons de ne pas se refuser à un tel front unique : d'abord, le fait que les jeunes travailleurs de la gauche non-communiste n'ont nullement fait l'expérience du stalinisme, et n'ont pas du tout contre le P.C.F. les préventions des quelques vieux militants que nous sommes. Je l'ai constaté en province dans les réunions publiques organisées par le P.S.U., lorsque l'on préconise un front unique des partis de gauche : « Avec la S.F.I.O. de Guy Mollet, s'écrient bien souvent des jeunes qui n'adhèrent à aucun parti, jamais ! ». Et en même temps, ils vilipendent « l'anti-communisme » qui, disent-ils, « fait le jeu du fascisme ». Il faut éclairer ces jeunes ? D'accord. Mais ils ne seront jamais éclairés si les discussions ne sont pas accompagnées d'une expérience personnelle.

En outre, si j'accepte que l'on mette sur le même

ped nazisme et stalinisme, si Staline ne m'est pas plus sympathique qu'Hitler, je n'accepterai jamais de mettre sur le même plan les ouvriers communistes et les fascistes. Je suis opposé à ces derniers à tous points de vue, sans aucune restriction. Avec les premiers, au contraire, je me sens malgré tout des points communs : ils désirent comme moi une société sans classes, sans exploitation de l'homme par l'homme. Il sont comme moi adversaires du colonialisme, du racisme. Le fait qu'ils suivent un parti et des chefs que nous jugeons tout différemment d'eux-mêmes n'empêche pas cet accord de base, sur des principes. Il s'agit seulement de leur prouver que ces principes sont violés par ceux qui les guident. C'est difficile, certes, c'est souhaitable cependant, surtout en ce moment où, malgré tout ce qu'il y a lieu d'en dire, la déstalinisation qui se produit en U.R.S.S. ne peut manquer de les troubler, de les plonger dans un certain désarroi, même s'ils ne veulent pas se l'avouer. Le front unique peut permettre avec eux des échanges de vue fructueux.

Et ceci m'amène à une autre question. Quelle est la signification réelle de la déstalinisation en U.R.S.S. ? Certes, la « R.P. » a raison d'en montrer les limites : rien de fondamental n'est changé en ce qui concerne le régime et, si nous n'acceptons pas de considérer l'U.R.S.S. comme un Etat socialiste, ou même ouvrier, avant, nous ne pouvons le faire davantage après. A ce point de vue, le tract édité récemment par la « R.P. » était bon. Mais quand j'ai lu que Khrouchtchev retirait du mausolée la momie de Staline parce que ce dernier avait été révolutionnaire, et que la déstalinisation était une étape de plus de la contre-révolution russe, je suis encore une fois tombé des nues. Si l'on suit ce raisonnement, alors il faut considérer non seulement les Chinois, mais aussi les Albanais, comme plus révolutionnaires, donc plus proches de nous, que les Russes. C'est vraiment pousser le paradoxe un peu loin. Et si la déstalinisation s'appliquait, ne fut-ce qu'en partie, par la haine du peuple russe pour le régime de terreur subi pendant tant d'années, et la nécessité où se trouve Khrouchtchev de tenir compte de ce sentiment populaire, les choses ne devraient-elles pas être appréciées d'une façon toute différente ? Certes, le régime demeure fondamentalement le même, en U.R.S.S., mais tout de même, il y a eu des changements. Des personnes ayant des liens familiaux en Occident ont pu quitter le pays librement, ce qui leur avait été impossible au temps de Staline (j'en connais) ; des touristes soviétiques ont voyagé en Occident (triés sur le volet, sans doute, mais tout de même une nouveauté) ; des étrangers peuvent voyager individuellement dans les pays situés au delà du rideau de fer (je l'ai fait), à condition de s'adresser à une agence de voyages agréée et de prendre d'avance leurs bons d'hôtel. Fait beaucoup plus important encore, d'après d'assez nombreux témoignages, il semble que les camps de concentration aient été liquidés, sans éclat certes, parce que l'on ne voulait pas avouer leur existence. Bien sûr, tout cela est encore très incomplet, et les Russes sont encore loin de jouir des conditions matérielles et de la liberté que nous connaissons dans les pays capitalistes avancés. Mais enfin, sans qu'il y ait eu changement de régime, il y a tout de même quelque chose de nouveau. La question est à suivre avec attention, et non à traiter par le mépris.

Reste le problème allemand. Naturellement, Hagauer a raison de rappeler les causes du triomphe de l'hitlérisme en Allemagne, et de remettre en honneur les principes de l'internationalisme prolétarien. Est-ce à dire que le nazisme soit bien mort en Allemagne de l'Ouest ? (ou, d'ailleurs, en celle de l'Est ?). C'est à voir. Qu'on me permette de donner ici, non mon opinion personnelle, non celle d'un quelconque petit bourgeois français germanophile, mais celle d'une vieille amie allemande que j'ai revue récemment dans son pays. Cette camarade, qui avait rompu avec le stalinisme après la prise du pouvoir par Hitler, et qui était restée une adversaire irréductible du nazisme, a été arrêtée par les SS, pendant la guerre, en France où elle était réfugiée. Emprisonnée en Allemagne de

L'Est, elle fut libérée par les Russes, mais s'enfuit bientôt en Allemagne de l'Ouest à la suite de multiples tracasseries. Or, son avis est que le nazisme est encore bien vivant, qu'Adenauer ne fait rien pour l'extirper, ni pour favoriser l'unité allemande. Et elle m'a rapporté que dans le bureau où elle travaille, ses collègues disaient d'elle : « Elle est contre Hitler ? Elle doit être juive ! » ( Elle ne l'est pas.)

Je crois que sur toutes ces questions la discussion peut utilement se prolonger.

Nous sommes d'accord avec la plupart des considérations de Galiene (sauf peut-être sur son idéalisation du travailleur communiste). Il ne faut jamais oublier que la « R.P. » ne défend pas « une ligne ». Galiene a tort de confondre le tract « Choisir » qui tend à exprimer une opinion collective du « noyau » et de ses sympathisants — nous croyons y avoir réussi — et une note d'un de nos rédacteurs habituels qui donne, lui, son point de vue personnel, que nous respectons — comme celui de tout autre rédacteur.

Cette originalité de notre revue a évidemment des inconvénients. Il arrive souvent qu'un lecteur soit heurté par l'expression d'une opinion qui ne cadre pas avec son système de valeurs, ou même avec sa propre expérience. Mais notre expérience nous a convaincus que les avantages de cette méthode l'emportaient de beaucoup sur ses côtés négatifs. — R. G.

## Sur les autres dangers

De J. FONTAINE (du Rhône), d'une lettre à Hagnauer :

1) J'ai lu ton article « La fabrication du danger allemand » avec une grande satisfaction. Domage qu'il ne soit lu que par nos amis et un trop petit nombre de militants ouvriers. Car, comme tu le dis, de bons camarades — je le constate dans mon entourage — se laissent entraîner dans le sillage de cette fameuse gauche symbolisée par cette publication « l'Express » dont tu exprimes parfaitement la néfaste influence.

2) Autre chose : parmi les publications d'avant-garde d'esprit libre sinon libertaire, je ne vois guère que la « R.P. » et les « Cahiers du S.L. », de G. Leval qui se rendent réellement compte des dangers que causent en ce moment notre idéal de liberté et de justice, et aussi dans l'immédiat nos toutes petites libertés si précieuses de parler, d'écrire, de nous déplacer sans avoir à lever la main droite devant une autorité avant d'en user.

3) Même chez nous, involontairement peut-être, je me demande si certains articles ne convergent pas, comme ceux de « l'Express », vers la prise du pouvoir par les communistes : j'ai idée par exemple que Louzon déraile bougrement de temps en temps : Nasser le Réformateur ; la victoire de Castro un nouveau Valmy ; quand les Américains interviennent face à l'avance du communisme, ils sont stupides, quand ils laissent faire, ils sont lâches, etc.

4) Au sujet d'Emery : c'est le cas de Péguy, de Simone Weil, de Paul Faure, de Desmoulins, etc., même pendant un certain temps d'A.-V. Jacquet qui, en 1920, nous disait à Raffin et à moi dans une lettre qu'il nous ferait fusiller sans haine... Les quelques vieux syndiqués d'ici qui vivent encore ne suivent pas Emery et souffrent de le voir où il est : ils le lui ont dit ou écrit ; mais l'attaquer publiquement, qu'on nous juge comme on voudra, nous ne le ferons pas.

\*\*\*

De SAUVE (de Périgueux), cette autre lettre au même :

Je vous félicite pour votre étude du numéro de janvier sur la fabrication du danger allemand, et sur celles des précédents numéros. Quel dommage que votre audience en la circonstance se limite aux seuls lecteurs de la « R.P. » qui, je le suppose, sont tous des convaincus. Oui, vous menez le bon combat, en ce qui concerne l'U.R.S.S. et le P.C. et vous avez du mérite à le faire. Tous ne le

feraient pas, ne serait-ce que pour ne pas se faire traiter « d'anticommunistes systématiques » !

Je pense aussi à Suzanne Labin — je sais bien qu'elle a été écartée de la « R.P. » et je comprends bien qu'il était difficile de faire autrement — mais elle, également, mène courageusement le combat.

## Toujours Cuba

De Gaston LEVAL (Paris) :

Dans le numéro 467 de la « R.P. », Robert Louzon reproduisait pour nous convaincre de la justesse de sa position, le témoignage de la revue « Etudes », éditée par les jésuites, en ce qui concerne le progrès social, vu sous l'angle économique et culturel, que le régime castriste est en train de réaliser à Cuba. Cela constitue à ses yeux un nouvel élément de preuve de l'excellence de ce régime, et de la nécessité de le soutenir.

Mais d'abord, c'est par milliers que des témoignages de ce genre ont été publiés sur le régime stalinien, et parmi les apologistes qui avaient « vu sur place », on se rappellera l'archevêque de Cantorbéry qui, pendant des années, et même dans certains procès (celui de Kravchenko par exemple) jurait sur la Bible que l'U.R.S.S. était un paradis — ou presque.

Puis, sur le cas cubain, on escamote le fait que la situation d'une partie des paysans s'est sans doute améliorée, mais au détriment de la masse ouvrière et des habitants des villes. De l'avenue de Che Guevara, le bilan général est négatif.

Aider une partie de la population au détriment de l'autre est devenu une tactique classique des dictateurs modernes. Péron l'avait fait en Argentine, mais en sens inverse. Pour avoir les masses ouvrières avec lui, il éleva leur niveau d'existence aux dépens des paysans. Il obtint ainsi l'adhésion du prolétariat des villes. Son régime n'en était pas moins totalitaire et fasciste.

Je ne nierai pas l'effort de diffusion de l'instruction publique. Mais je rappelle aussi qu'on nous en disait autant dès les premières années de la Russie Soviétique, et cela fut un des appâts avec lesquels la dictature ignominieuse du stalinisme recruta des adhérents. C'est aussi une des réalisations dont se targue le régime franquiste qui a fait d'importants progrès dans le domaine de l'instruction publique.

Cela ne constitue donc pas non plus une raison d'adhérer, à moins qu'on ignore ou qu'on oublie toutes les leçons de l'histoire (le régime hitlérien aussi donnait une extrême importance à l'instruction publique). D'autant plus qu'à Cuba, la diffusion de l'enseignement sert, depuis deux ans, à la formation politique et à l'endoctrinement « marxiste » des enfants depuis l'âge de sept ans.

Il est stupéfiant que Louzon, qui montre tant d'esprit critique pour d'autres sujets, s'acharne à ne pas voir cette réalité majeure : l'assassinat de la liberté humaine réalisé par Castro et les communistes. Et qu'il trouve bon et défendable à Cuba, ce qu'il vitupère s'il s'agit de l'U.R.S.S., de la Tchécoslovaquie ou de l'Allemagne de l'Est. Sa jeunesse ardeur révolutionnaire le pousse à des incohérences incompréhensibles.

Si des jésuites vantent le régime castriste, des révolutionnaires en dénoncent les actions et s'en séparent de plus en plus. Tel est le fait essentiel. Dans le même numéro de la « R.P. », on nous informait de l'évolution du journal norvégien « Orientering » quant à ce régime et aux crimes qu'il commet. « Le régime cubain est autoritaire et rappelle celui d'Ulbricht en Allemagne orientale », écrit un rédacteur de ce journal, dont plusieurs amis, révolutionnaires, ont été fusillés par la police du dictateur.

Cela n'est qu'un échantillon. L'adhésion des jésuites, ou de certains jésuites n'y change rien. Surtout si l'on tient compte de la nouvelle publiée par la presse du 3 janvier, selon laquelle « M. Luis Amado Blanco y Fernandez, nouvel ambassadeur auprès du Saint-Siège, est attendu au Vatican dans le courant du mois. »

Cuba est une nation catholique, et Castro, élève des jésuites, manœuvre sur ce tableau comme sur

celui du marxisme-léninisme et des alliances internationales avec le bloc de l'Est. Mais toujours aux dépens de la liberté humaine, et des révolutionnaires qui refusent sa dictature et celle de ses souteneurs intéressés. Croire que cela est une révolution émancipatrice ou y mène est tout simplement effarant.

## Contre toutes les tyrannies

De Pierre MARIE (Paris) :

Je veux vous féliciter vivement (Hagnauer) pour votre remarquable et courageux article de la « R.P. » de ce mois : « La fabrication du danger allemand ». Voilà ce qu'il fallait dire face aux men songes communistes et de l'Express ».

\* \*

De L. DUBOST (Seine-Maritime) :

Je lis avec beaucoup de plaisir et de profit les articles de R. Hagnauer, Louzon, Guilleré dans la « R.P. ». Semons de la bonne graine, tout ne sera pas perdu. Il est vrai que le monde actuel nous incline au pessimisme. Renforcement de toutes les tyrannies. Le gouvernement vient de rendre obligatoire la vaccination antipolio. C'est une manifestation et des plus redoutables de la dogmatique d'Etat : la dictature des morticoles. En ce qui concerne le conflit bouchers-Missoffe, je crains fort que, par répercussion, le droit de grève n'en subisse de fâcheuses conséquences. O.A.S. et coco, c'est de la même farine, mais je pense que pour nous les cocos seraient encore plus redoutables. En tous cas, il est sage de ne pas leur tirer les marrons du feu.

## Le syndicat, affaire de dirigeant

De Paul SIRIEX (Rhône) :

Rien n'est plus déconcertant que ce conformisme général dont est empreint le monde du travail des petits centres industriels.

Majorité de salariés à la fois ouvriers industriels et propriétaires ruraux, ce qui permet la floraison facile de politiciens de toute nuance. Le complexe des lois (Sécurité sociale, classification, service de la main-d'œuvre) qui font du responsable syndical un avocat, un homme d'affaires et partant un fonctionnaire « syndical ».

Monatte notait : « Le syndicat est ce qu'en font ou ce qu'en ont fait les syndiqués. » Je crois plutôt que les grandes directions réformistes (staliniens comme socialistes parlementaires, comme chrétiens, voire même plus à droite) par le complexe de ces lois et décrets recherchés d'abord, puis révisés, changés, transformés ont amené le syndicat à ce qu'il est et partant justifié leur raison d'être. En un mot, défense d'une classe non par elle-même, mais par personnages interposés. Chacun louvoie individuellement, mesurant son salaire à celui du voisin par rapport aux qualifications multiples, ce qui fait le jeu du patronat et même des cadres de commandement direct.

J'ai passé la « R.P. » à des camarades d'atelier beaucoup plus jeunes, mais me laissant l'impression de vouloir échapper au carcan. Réponse faite : journal très bien écrit, bien présenté, formule rare, mais pour bien comprendre, nombre d'articles demandent des connaissances sociologiques.

Voici quelques réflexions d'un ouvrier métalliste sur un milieu que je crois différent des grands centres industriels. Assisterait-on en matière salariale à un développement démesuré de la « charité chrétienne » ?

## Le cri d'un jeune désespéré

D'André LAUDE (Paris) :

Je vous écris d'un pays lointain, du pays des jeunes hommes unis dans la même déroute, dans la même révolte, qu'ils soient intellectuels ou ouvriers, qu'ils se reconnaissent dans les cris furieux des beatniks ou dans les fanatiques adorateurs de Vince Taylor. Je vous écris d'un pays d'ombre et de froid. Et à ceux qui demanderont :

« Au nom de qui ose-t-il parler, celui-là ? », je répondrai tout de suite : « Au nom de milliers d'étudiants, d'employés, de mécaniciens, de maçons qui se mordent les poings d'impuissance, qui n'ont que faire des belles grandes phrases de M. François Mauriac, qui ne se satisfont plus de longues périodes superbement rythmées, de lieux communs et de promesses, parce qu'ils étouffent comme si un baillon leur fermait la bouche, parce qu'ils ont envie de crier, sans pudeur et de mettre les pieds dans le plat, parce que chaque jour l'O.A.S. plastique, menace, ergote, et enfin parce que le venin du fascisme — la bêtise — paralyse de plus en plus ce qu'il est convenu de nommer le corps de la nation. Et cette envie de crier ce ne sont pas les lamentations ou les ridicules petites colères de Jean-Jacques Servan-Schreiber et de Françoise Giroud qui pourraient lui ôter son caractère d'urgence extrême. Le temps est venu de poser à certains certaines questions précises : « Avec qui êtes-vous, maître de la culture ? A quoi jouez-vous, beaux esprits dont la gauche respectueuse s'enorgueillit au point de ne plus mesurer le ridicule qu'il y a à menacer avec un hochet une bande de gangsters au petit pied, affreusement bornés, qui ne désespèrent pas d'arriver à mettre au pas un peuple chloroformé, assommé. »

Oui, je vous écris d'un pays à la fois proche et lointain : la France de 1962 où l'on peut impunément assassiner, torturer, porter atteinte à la personne humaine. Les excités auraient tort de demeurer dans leurs nids de rats. Que risquent-ils, hormis quelques exercices de style des grandes têtes pensantes dont nous sommes aujourd'hui accablés. Ils peuvent sourire de nos « le fascisme ne passera pas ! ». Il est passé depuis longtemps, ce spectre qui hante tant de terres. Et ce cancer magnifique ronge lentement, sans ce soucier du bruit et de la fureur extérieurs, les chairs, les esprits. La lâcheté devient et va devenir encore plus à l'ordre du jour. Il y a les naïfs qui croient devoir crier « la police avec nous ! », comme s'il y avait quelque entente possible entre l'ordre policier et la Révolution. Il y en a qui font confiance aux militaires loyaux. Combien étaient-ils aux obsèques de ceux que les tueurs à gages du fascisme ont abattus. Il y a les rêveurs qui imaginent des défilés monstres, qui ne guérissent pas de n'avoir pas participé à la guerre d'Espagne et qui croient que tout peut recommencer alors que la gauche vire au cadavre pâle et s'épuise en de vains débats pendant que le gros de la troupe piétine, se décourage, puis déserte.

Les chrétiens progressistes veulent bien faire la révolution, mais à condition de ne pas se salir les mains, les socialistes refusent l'union avec les suppôts du diable moscovites. Tant pis pour eux, je les vois déjà devant les pelotons d'exécution, à l'heure dangereuse du petit matin... aux côtés des communistes. Personne n'entend personne et Arturo Vi accumule les atouts. Demain, Arturo Vi hurlera dans les micros, quadrillera le territoire de camps, de prisons, de fours crématoires.

Je crois que le temps est venu où « la gauche » va payer très cher ses fautes, ses naïvetés d'adolescente enflammée, ses tervigérations. Mais la jeunesse ne portera pas le deuil. Elle aura oublié depuis longtemps la défunte.

Je vous écris d'un pays lointain où les jeunes hommes ne croient plus, comme moi, qu'à la force du désespoir pur comme une eau de rivière, trempé comme un acier dans le bain d'acide de la médiocrité quotidienne.

C'est un beau cri que pousse là notre jeune camarade André Laude. Pourquoi faut-il qu'il ait le ton du désespoir ? Sera-t-il dit que ce sont les hommes des années 20 et 30 de ce siècle qui resteront les seuls servants d'une cause juste ?

Si le jeune homme d'aujourd'hui croit que, toute belle, la révolution va lui apparaître tout à coup au tournant du chemin, il n'a certes pas fini de désespérer. Mais s'il sait, comme nous ne cessons ici de le lui dire, que la révolution est en réalité une longue phase historique dans laquelle son effort personnel et patient n'est pas de trop, alors il n'y a plus de place pour le désespoir. Il n'y a de place que pour l'action réfléchie. — R.G.

# Une nouvelle expérience de démocratie dans le S.N.I. de la Loire

Autant je me suis étonné des termes de l'entrefilet de Bonnel, autant j'ai lu avec intérêt l'article de notre camarade Dury. Je vais peut-être susciter des plaisanteries faciles en disant que je suis d'accord avec lui en même temps qu'en désaccord, car, pensant comme lui, je conclus autrement.

Le thème de la réponse que je voudrais lui faire plus tard, je la trouve dans une formule piquée dans « Information Ouvrière » d'Annie Cardinal : « Il n'y a pas de voie royale pour intervenir dans la lutte de classe. »

En attendant, je voudrais au moins fournir à Dury et aux lecteurs de la R.P. le matériau de la première partie de ma réponse. Il s'agit de son chapitre concernant la démocratie dans le S.N.I. et la part de responsabilité du sommet ou de la base et réciproquement dans la bonne ou mauvaise démocratie du S.N.I.

Nous sommes, dans la Loire, un certain nombre de militants S.N.I. à avoir, avant la guerre et depuis la Libération, lutté pour établir à la base une structure permettant une intervention à peu près permanente de chaque syndiqué dans la gestion de l'organisation syndicale. Cette structure a été modifiée à plusieurs reprises pour s'adapter aux données que nous ont fournies chaque fois plusieurs années d'expérience. Nous ne savons pas encore si nous avons trouvé le système le mieux adapté aux circonstances et aux besoins de la base syndicale. Nous avons donné une première étude de notre projet dans la « Révolution Proletarienne ». Nous avons reçu un nombre assez important de critiques dans la Loire et enregistré des réactions dont nous avons tenu le plus grand compte. Mais pas une seule, à ce jour, ne s'est manifestée hors du département.

## LES SYNDIQUES S.N.I. DE LA LOIRE ONT 10 ASSEMBLEES GENERALES ANNUELLES A LEUR DISPOSITION

I. — Il suffit à chaque syndiqué de faire acte de candidature aux élections des *conseillers élus membres du congrès départemental trimestriel* pour avoir le droit de participer début novembre à la première des assemblées générales de l'année syndicale : celle qui discute ou prépare les programmes et les listes de ces élections : c'est-à-dire le travail proposé à la base, de toute la section pour l'année à venir, ses orientations possibles et concurrentes, un premier choix de responsables, ainsi que la formulation aussi claire que possible des rapports entre les programmes des élections, les débats récents, les controverses et les décisions du congrès national S.N.I. de juillet précédent.

Pour cela, le syndiqué n'a qu'une seule démarche à faire : faire acte de candidature qu'il maintiendra ou ne maintiendra pas, à son gré, dans les listes ou hors des listes qui sortiront de cette assemblée pour être présentées au suffrage à bulletin secret des électeurs.

II. — Chaque syndiqué peut assister, chaque année, à trois assemblées générales des syndiqués de son canton. Une *assemblée générale cantonale trimestrielle* élabore (à côté de la représentation idéologique des tendances et individualités par l'intermédiaire des *conseillers élus membres du congrès départemental* (par bulletins secrets), la représentation géographique de la base syndicale. Les problèmes des syndiqués d'un canton donné ne sont pas tous les mêmes, en effet, que ceux de tous les autres syndiqués du département. L'assemblée générale trimestrielle de leur canton leur permet de discuter ces problèmes particuliers et, en rapport avec eux, les problèmes de l'ensemble, pour transmettre des points de vue ainsi légitimement particularisés en un *lieu trimestriel d'assemblée générale départementale* où sont confrontés les messages motivés de tous les cantons pour tirer, au fil de l'actualité, des conclusions, des adaptations, des décisions équilibrées pour l'ensemble du département. Ce lien, c'est le *congrès départemen-*

*tal trimestriel* à double représentation de la base (représentation élue et délégation géographique).

Outre son secrétaire de canton élu à l'assemblée générale du canton, le syndiqué peut envoyer plusieurs délégués au congrès départemental et s'y faire déléguer soi-même le cas échéant.

III. — Trois grosses agglomérations : Saint-Etienne, Roanne, Montbrison, servaient traditionnellement de bousses syndicales à l'ensemble du département. Chaque syndiqué et chaque militant « pour prendre la température » avait les yeux fixés sur ces trois points névralgiques, mais les réactions de ces trois points sensibles retransmises seulement dans un conseil syndical restreint de par sa composition, restaient un peu compartimentées et localisées. La certitude de se manifester au congrès départemental avec une puissance proportionnelle à l'effort déployé à la base, amènera plus particulièrement lors des 32 réunions de cantons, celles de Saint-Etienne, de Roanne et Montbrison à donner à leurs assemblées toute l'ampleur qui servira d'encouragement et d'exemple aux 29 autres cantons.

IV. — Chaque trimestre fonctionnent trois autres sortes d'assemblées générales : donc trois autres assemblées générales par an. Il s'agit des réunions de commissions spécialisées ouvertes également à tous les syndiqués : commission des jeunes, commission des directeurs, commission pédagogique, commission d'orientation sociale, commission de l'unité syndicale et des unités d'action, commission des questions internationales, commission des collèges d'enseignement général, commission des revendications corporatives et des affaires administratives, commission des statuts, etc. Elles établissent des rapports, font le point des unités de vue ou des divergences, émettent des vœux, préparent les travaux des congrès.

V. — A ces sept occasions d'assemblée générale offertes à tout syndiqué s'en ajoutent trois autres, qui ont à elles seules plus d'importance que les sept premières. Elles les contiennent, les résument, les reprennent et les concluent toutes. Ce sont les trois congrès départementaux trimestriels. Chacun peut durer une journée. Ils se composent :

1. de tous les élus à la proportionnelle des listes de tous les syndiqués du département ;
2. de tous les élus du syndicat aux commissions paritaires, à la F.E.N. ou à d'autres organismes, le cas échéant par tout le personnel, syndiqué ou non (cas des élections aux commissions paritaires) ;
3. de tous les secrétaires des 32 cantons et de tous les délégués de ces 32 cantons ;
4. de tous les syndiqués qui veulent bien être présents.

Elu ou non, délégué ou non, chaque syndiqué peut y discuter à nouveau avec ses élus et ses délégués, y contrôler ou y contester l'utilisation de ses mandats, avec un droit d'intervention égal à celui qu'il a dans toutes les autres assemblées préalables.

L'un de ces congrès y nomme un bureau administratif à la proportionnelle qui choisira un exécutif homogène dans la majorité du congrès, sanctionne les rapports moral et financier, prépare le conseil national de Noël.

Le second de ces congrès prépare le conseil national de Pâques.

Le troisième de ces congrès prépare le congrès national du S.N.I. et y délègue la représentation départementale de la section.

Je ne suis pas sûr que chaque syndiqué trouvera dans ce réseau d'assemblées chaussure à son pied.

Nous pouvons nous souvenir, à ce propos, de la controverse entre les anarchistes russes, Plekhanof (*Anarchisme et Socialisme*) et Lénine (*L'Etat et la Révolution*) où les polémistes en présence auraient pu au moins s'entendre sur cette constatation : la base prolétarienne ne reconnaît pas toujours les institutions de sa propre démocratie quand elles sont à sa disposition.

Jean DUPERRAY.

# MYTHES, IMPOSTURES ET CONFUSION

« On me demande de ne pas juger les gens sur l'apparence, disait un écrivain contemporain. Mais sur quoi voulez-vous que je les juge ? » L'apparence... c'est notre attitude, nos gestes, nos paroles plus ou moins spontanées... tout ce que nous extériorisons — plus ou moins volontairement — de notre personnalité. Mais enfin nos meilleurs amis, ceux qui nous ont saisis en des moments — peut-être courts et fugitifs — de sincérité totale ne pourraient-ils nous juger autrement que sur des apparences ? Rien ne m'est plus douloureux que l'accusation de manquer à la plus stricte probité intellectuelle. Parce que j'ai confessé mes partis pris — dont je m'honore — on suspecte a priori toutes mes affirmations — tandis que l'on accorde une confiance illimitée à d'éminents publicistes dont les doctes certitudes se succèdent dans l'illogisme et la contradiction.

Je n'ai jamais rien affirmé qui ne soit établi sans contestation possible. Et lorsque mes interprétations des faits appellent la discussion, je me contente de compléter ce qui a été déjà publié par ce que l'on a omis, ignoré ou déformé.

## NORMALISER LES PROBLEMES ALLEMANDS

J'ai reçu à la suite de mon article de janvier 1962 sur « la fabrication du danger allemand » un certain nombre de lettres, dont trois au moins formulent des objections et réserves intéressantes : sur les surprises de 1914, sur le sens du Munich, sur le rôle de Georges Bonnet. On m'excusera de reporter mes réponses au prochain numéro.

Il reste l'essentiel. Est-il actuellement utile de combattre une germanophobie qui n'influence aujourd'hui ni l'opinion publique, ni la politique gouvernementale ? **L'Express** est-il aussi efficace et nocif que je le prétends ? Pourquoi incriminer particulièrement Khrouchtchev alors qu'il tente au contraire, par des ouvertures à Bonn, d'apaiser le conflit germano-soviétique ?

Il est vrai que la politique française s'oriente aujourd'hui dans le sens d'une alliance avec l'Allemagne. Mais les réactions — artificiellement suscitées — de l'opinion publique n'atténuent pas notre méfiance et nos inquiétudes. Celles-ci persisteront, tant que l'on réservera à l'Allemagne, pour l'admirer ou la craindre, un destin hors série.

Tandis que des conservateurs français incarnent dans le catholique « Adenauer », l'ordre et l'autorité — la gauche, remuée par la dangereuse malignité de **L'Express**, respire les relents de l'antihitlérisme en même temps que les vapeurs du laïcisme, et les parfums du Front populaire. L'Allemagne s'opposerait à l'U.R.S.S. socialiste et empêcherait par sa seule existence la coexistence pacifique des deux systèmes. L'Allemagne tend à dominer l'Europe et sa « miraculeuse » expansion renforcera et justifiera sa volonté de revanche...

Les collaborationnistes de 1940, les prohitlériens... « associés » à la construction de l'Europe nazie ne furent souvent que les victimes du même mirage et de la même légende. « **Que nous les armions ou non, les Allemands nous édifient par l'exemple du travail, de la discipline, de l'ordre...** »

J'entendais, sur le ton de l'étonnement et de la contrition, de tels propos, lorsque je revins du camp de prisonniers. J'avais cependant constaté que si elle avait bénéficié d'une technique supérieure, l'armée allemande se révélait après la victoire, aussi stupidement bureaucratisée et réactionnaire que l'armée française, et que les plans minutieusement établis (en Allemagne comme en France), théoriquement parfaits, étaient parfaitement inapplicables,

lorsque leur rigueur se brisait contre le moindre obstacle imprévisible.

Les déportés du travail, envoyés dans les usines allemandes, si peu disposés qu'ils soient à « faire du zèle », se forçaient encore à ralentir leur « cadence » pour ne pas distancer les camarades allemands. Le nazi le plus orthodoxe et le plus austère se laissait corrompre beaucoup plus facilement que le plus vénal des fonctionnaires français.

L'Allemagne a connu des moments tragiques, des épreuves apocalyptiques, des délires d'enthousiasme. Elle a eu ses héros, ses génies, ses monstres et ses forbans. Comme tous les autres peuples... Et rien dans son passé, ni dans son présent n'autorise à la classer hors des communes mesures.

Marcel Déat, cartésien et pisse-froid, opposait la sobriété allemande à la goinfrerie française. Collette, cette virtuose de la sensualité littéraire, railait l'asymétrie des plaisirs allemands : la bouche avalant la saucisse tandis que l'oreille se gonflait aux rythmes wagnériens. Ce sont là exercices de style sans gravité, si l'on s'en tient là. Mais si l'on en tire des éléments de psychologie collective et des règles diplomatiques, il faut se garder d'en sourire.

## L'ALLEMAGNE DANS LE MARCHÉ COMMUN

Est-il donc si difficile de ramener au « droit commun » le destin allemand ? d'abaisser à l'échelle humaine le fameux « miracle » allemand ?

Fas de bénédiction providentielle. L'Allemagne a lourdement payé pour tous les crimes commis en son nom. Elle n'a bénéficié des crédits américains du plan Marshall que dans une mesure moindre que l'Angleterre et la France.

Pas de performances surhumaines. L'année de travail dans les industries essentielles est **au plus** aussi lourde en Allemagne qu'en France (compte tenu du temps de travail légal, des jours fériés et des vacances payées).

Pas de sacrifices prolongés et démesurés. Depuis 1960, l'augmentation des salaires est plus rapide et plus dense en Allemagne qu'en France. Dans l'échelle européenne, l'ouvrier allemand se classe aujourd'hui à la seconde place, après l'ouvrier britannique.

Mais M. Bosquet — l'éminent germanologue de **L'Express** — se réserve toujours le droit de traduire en termes péjoratifs les observations les plus banales sur l'activité allemande.

Dans son article du 18 janvier 1962 sur la deuxième étape du Marché commun, signalant avec raison que toutes les nations industrielles pratiquent le dirigisme agricole, il ajoute que l'Allemagne est privilégiée en raison de son déficit agricole chronique « **qui lui permet d'obtenir sur le marché mondial à des prix de dumping, deux fois plus de céréales ou de viande en échange de ses machines qu'elle n'en obtiendrait sur le marché européen.** »

Ce qui veut dire tout simplement que l'Allemagne exporte des machines et des produits fabriqués et importe des produits agricoles — opérations effectuées aux cours librement débattus du marché mondial.

A l'intérieur de la Petite Europe des Six, l'Allemagne devra désormais ristourner au Fonds européen une part de plus en plus grande du bénéfice réalisé, en achetant à l'extérieur du Marché commun les marchandises nécessaires à son alimentation. En 1970, l'Allemagne ristournera intégralement cette prime. Mais alors ses achats extérieurs auront fortement diminué, ce sont probablement les excédents agricoles français qui seront absorbés par elle. En 1962, l'Allemagne devrait être sanctionnée parce

qu'elle n'achète pas les excédents français à des prix exorbitants. En 1970, elle devrait l'être parce qu'achetant les excédents français, elle n'aura plus à verser au Fonds européen les primes qu'elle versait pour ses achats hors de la Petite Europe. Si les Allemands n'étaient pas... des Allemands, ils comprendraient qu'ils doivent acheter français et payer pour les achats qu'ils auraient faits s'ils n'avaient acheté français.

— Mieux encore : « le blé américain doit être vendu aux minotiers allemands un peu plus cher (2 NF par quintal) que le blé français ». Et pourtant cette malfaisante Gretchen ne donnera pas obligatoirement la priorité au blé français. Car elle voudra conserver les gros bénéficiaires qu'elle réalise sur le blé américain.

Ainsi si l'Allemagne remplace 1.000 quintaux de blé français par 1.000 quintaux de blé américain, elle dépensera 2.000 NF de plus. M. Bosquet appelle cela un gros bénéfice. Alors doutez-vous encore de la malfaisance allemande ou... du parti pris de M. Bosquet ?

### SEPARER L'ALLEMAGNE DE L'OCCIDENT

Mais pourquoi attribuer à l'influence de M. Khrouchtchev cette hostilité plus ou moins franche à l'égard de l'Allemagne ? N'entrevoit-on pas un changement d'orientation assez net de Moscou qui, en ces dernières semaines, à plusieurs reprises, a tendu la main à Bonn.

Ce n'est pas une objection. C'est la confirmation de ce que nous avons souvent affirmé ici. L'ingrat héritier de Staline reste fidèle — au moins sur ce point — à une des constantes de la politique stalinienne, de la politique bolcheviste... même de la politique russe. Il faut associer l'Allemagne à l'U.R.S.S. Pour Lénine, c'était la seconde étape de la Révolution socialiste mondiale. Pour Staline, l'utilisation de la puissance allemande afin de faciliter l'industrialisation de la Russie, puis afin d'assurer la protection occidentale de son empire. Politique dont les phases successives et contradictoires menaient au but fixé préalablement : la rupture entre l'Allemagne et l'Occident.

On joue donc alternativement sur les deux tableaux. On fabrique le danger allemand pour exciter le nationalisme français. Demain on encouragera « l'irréductibilité » allemande pour fabriquer en Allemagne un « danger français, ou américain ». Même s'il faut pour cela sacrifier l'Allemagne de Pankow et la Pologne.

L'élévation du « mur de la honte » à Berlin a représenté une triple victoire pour Khrouchtchev. Elle a assuré la sécurité relative de l'Allemagne soviétisée ; elle a consacré une nouvelle défaite de l'Occident ; elle a quelque peu affaibli la confiance de l'Allemagne fédérale en ses alliés occidentaux.

Les succès du parti libéral, expression de la grande industrie d'outre-Rhin qui n'a pas perdu l'espoir de retrouver à l'Est des affaires rémunératrices, accentuent l'espoir ou la crainte d'une orientation nouvelle.

Or MM. Bosquet et Erval, dans l'Express, ont souhaité l'allègement du poids de l'industrie allemande dans le Marché commun. M. Bosquet entretient soigneusement en France la phobie de l'expansion allemande. Ce qu'il veut, c'est dissocier l'Europe des Six, c'est-à-dire en fin de compte, séparer l'Allemagne de l'Occident. Hitler triompha en 1933 de l'aboutissement de cette politique. Khrouchtchev en triomphera demain, si la gauche française laisse à l'Express le monopole de sa représentation. Une gauche européenne authentique, appuyée par les syndicats occidentaux libres, trouverait dans l'opposition à cette politique terriblement dangereuse, une formule de rassemblement et une excellente base de départ.

### LE FRONT UNIQUE POUR REPARER LE MAL DE LA SCISSION SYNDICALE

J'ai affirmé que la politique stalinienne de 1924 à 1933 comptait parmi les causes du succès hitlerien. La révélation... « progressive » des aberrations et des crimes du stalinisme n'ayant pas encore remonté jusque-là, je la préviens par quelques rappels.

L'Internationale Communiste qui, en ses deux premiers congrès, avait imposé à ses partisans la formation de partis séparés organiquement de la social-démocratie et soumis à une épuration périodique, lançait en 1922 le mot d'ordre de Front unique. Cela ne nous parut pas contradictoire, à l'époque. Monatte, d'accord avec les dirigeants de l'Internationale lorsqu'il s'opposa en décembre 1921 à la scission confédérale, le fut encore lorsque dans le Journal du Peuple, en 1922, il s'affirma, à défaut d'unité syndicale, pour le Front unique ouvrier. On admettait fort bien qu'un parti composé de militants acquis à la doctrine et à la technique de la Révolution fut le produit d'une sélection rigoureuse. Mais on voulait maintenir l'unité de classe, telle que la Charte d'Amiens l'avait déjà définie. On espérait sans doute que dans la défense revendicative et la lutte pour les libertés ouvrières, on passerait progressivement du minimum au maximum, que les ouvriers choisiraient eux-mêmes les plus dignes de leur confiance, ceux qui se révéleraient à la fois des « administrateurs et des apôtres ». Mais cette perspective, si elle orientait nos démarches, ne devait pas conditionner celles-ci. En d'autres termes, si on prévoyait et on souhaitait la progression de la revendication à la Révolution, on ne voulait pas d'une coloration préalable de la revendication excluant les réformistes. C'était en toute loyauté que l'on devait proposer le front unique.

Que cette tactique excellente à tous égards ait été quelque peu gênée par d'interminables débats théoriques où fleurissait une imagerie grossièrement pédagogique : « la corde soutenant le pendu ou la main du rôtisseur plumant la volaille »... on en conviendra sans peine. Mais l'essentiel restait bien ce que Monatte avait formulé : l'unité immédiate de toute la classe ouvrière représentée par ceux qu'elle a choisis en ses organisations régulières. Unité dans la revendication et l'action en attendant la réunification syndicale.

### LE FRONT UNIQUE... PAR EN BAS !

Dès 1925, c'est-à-dire dès que Lénine fut mort et que Staline eut écarté Trotsky, ces notions si claires furent systématiquement obscurcies. L'anatomie fut bouleversée comme dans certains portraits futuristes, en même temps que la géométrie et la mécanique. Il fut question de « la marche du processus, de l'angle du point de vue, du contenu de la ligne... en même temps que du front unique par en bas et par en haut ». En fin de compte, on décida que le front unique devait être proposé non aux chefs socialistes et réformistes... mais aux masses... socialistes et réformistes, contre les chefs. Cela aboutit à la fameuse tactique « classe contre classe » qui, sur le plan électoral, imposait de maintenir le candidat communiste contre le candidat socialiste ou radical, ce qui aboutit dans presque tous les cas à l'élection du réactionnaire. C'est ainsi qu'en 1928 en France la majorité parlementaire de droite représentait une minorité électorale. En Allemagne, terrain de prédilection pour les manœuvres soviétiques et bolchevistes, on réussit en 1924 à porter au fauteuil présidentiel occupé jusqu'à sa mort par le socialiste Ebert, le vieux maréchal d'Empire : Hindenburg.

### DOCUMENTS ET TEMOIGNAGES

Quelques textes choisis un peu au hasard pro-



veront la rigueur de cette doctrine et la constance de cette stratégie...

Une étude de Jane Degras parue dans le *Contrat Social* de janvier 1961 consacrée à l'*Histoire du Komintern* contient d'ailleurs tous les éléments d'une excellente critique historique. Il suffit de s'y reporter. On y ajoutera le témoignage de Jean Valtin dans « *Sans patrie, ni frontières* » divulguant les mots d'ordre secrets du parti stalinien : « *Toutes les propositions communistes étaient à dessein libellées de façon à être rejetées par les chefs socialistes. Ces propositions se terminaient invariablement par l'appel : « Défendez l'Union Soviétique, la patrie de tous les travailleurs ! ».* Les chefs socialistes repoussaient la formule. Alors les communistes criaient à la trahison, au sabotage de la coopération » — « *Vers le milieu de janvier 1931, George Dimitrov publia un memorandum secret d'instructions pour tous les chefs et sous-chefs des colonnes communistes. Résumées en une phrase, les instructions visaient à une action unique du parti communiste et du mouvement hitlérien pour accélérer la désintégration du bloc démocratique croulant.* »

On récusera ce témoin... dont nos « recoupements » ont souvent confirmé le témoignage. Il sera plus difficile de démentir des documents et des déclarations officiels.

Une résolution du comité exécutif de l'Internationale communiste du 9 janvier 1924 déclarait que : « *La couche dirigeante de la Social-démocratie allemande n'est à l'heure actuelle qu'une fraction de fascisme allemand portant un masque socialiste.* »

« *La tâche principale du parti c'est la destruction de l'influence contre-révolutionnaire du S.P.D. sur les masses.* »

Congrès du P.C. allemand de juillet 1925 (thèse politique votée par 166 voix contre 4).

« *Le plus important aspect de la lutte est le combat contre le social-fascisme.* »

Réunion du Comité central du parti allemand en fin 1929.

« *Il faut dénoncer le rôle des national-fascistes et des social-fascistes pour détruire leur influence dans le prolétariat.* »

Article de Dengen, Internationale Communiste, 1<sup>er</sup> décembre 1930.

« *En Allemagne, le principal obstacle aux crises révolutionnaires est en premier lieu le fait que la base de masse de la social-démocratie et des syndicats réformistes n'a pas été définitivement brisée.* »

« *Dire que le fascisme est différent en principe de la démocratie bourgeoise ou le parti nazi du S.P.D. constitue les erreurs les plus pernicieuses et destructrices pour le mouvement communiste.* »

« *A l'heure actuelle, c'est là notre principal danger.* »

Déclaration de Manouïlski à la séance de clôture du Comité exécutif de l'Internationale, 15 juin 1931.

La *Jeune Garde*, organe des jeunes communistes, écrit en 1932 : « *Pas de listes communes avec les sociaux-démocrates aux élections pour les comités d'entreprises. Chassez les sociaux-fascistes de leurs fonctions dans les entreprises et les syndicats.* »

L'*Humanité* du 6 juillet 1932 justifie en ces termes l'action du parti communiste allemand :

« *Aujourd'hui comme hier, l'isolement des chefs du P.S.A. et de l'A.D.G.B. est notre but stratégique le plus important. Car l'isolement des sociaux-fascistes équivaut à conquérir la majorité de la classe ouvrière à la lutte pour la conquête du pouvoir politique.* »

« *Rien n'est modifié dans cette orientation de principe... Cette orientation stratégique des coups principaux contre la social-démocratie au sein de la classe ouvrière ne signifie pas le moins du monde un affaiblissement de la lutte contre le fascisme hitlérien.* »

« *Trotsky et d'autres conseillers du prolétariat proposent à la classe ouvrière une politique qui sépare et oppose la lutte du parti révolutionnaire contre le social-fascisme, contre le parti de Hitler et contre la social-démocratie. Le P.C.A., selon leur recette, doit renoncer à la lutte contre la social-démocratie, former un bloc avec le parti du socialisme de Hindenburg !* »

Le 3 novembre 1932, le parti hitlérien décide de soutenir la grève des transports de Berlin déclenchée par les communistes, contre les directions syndicales.

Le 15 janvier 1933, Maurice Thorez parle à Berlin... avec un admirable sens de l'opportunité de « *la lutte pour l'annulation du traité de Versailles* », en même temps qu'il dénonce à nouveau la social-démocratie.

Quinze jours après, Hitler prenait le pouvoir pour appliquer le mot d'ordre de Maurice Thorez qui, deux ans plus tard s'alignait derrière la fameuse déclaration de Staline « *approuvant la politique de défense nationale française, c'est-à-dire en fait l'opposition à toute révision du traité de Versailles* ».

Cinq ans plus tard, Molotov, au nom de Staline, félicitait l'allié Hitler qui venait de remporter sur la France une victoire décisive.

Un auteur anglais qui, selon Jane Degras, se serait révélé aussi respectueux du courage des communistes, que sévère pour la social-démocratie (R. Clark, Londres, 1935), tire la conclusion de cette affaire :

*La direction communiste obtint deux résultats et deux seulement : elle divisa le mouvement ouvrier en Allemagne et réduisit à l'impuissance l'esprit révolutionnaire du pays. Le premier résultat fut conforme à la politique traditionnelle de Moscou tendant à affaiblir tout parti socialiste non disposé à se soumettre... Le deuxième fut moins intelligible, car il se cachait sous une rhétorique nébuleuse et était présenté comme une tactique habile... son seul acte positif fut de poignarder dans le dos la démocratie allemande et d'en paralyser la résistance à la contre-révolution... Hitler n'eut pas de meilleure alliée.*

## LA CAUSE DE LA POLITIQUE STALINIENNE

On s'interroge encore sur l'interprétation de cette stratégie communiste appliquée pendant neuf ans et dont la constance établit la responsabilité directe de Staline. Car il n'y a pas d'exemple d'une politique menée si longtemps par toute l'Internationale qui n'ait obéi à sa volonté exclusive.

Il aurait explicitement justifié ses consignes : « *Hitler au pouvoir, s'usant rapidement au pouvoir, laissant à sa chute le pouvoir vacant offert aux communistes.* »

Prévision quelque peu hasardeuse. Staline n'était pas homme à porter toute sa mise sur un même cheval, à fonder ses espoirs sur sa confiance en ses agents, même les plus dociles. Il devait bien spéculer sur les possibilités de durée du régime hitlérien. Et nous savons que depuis 1933, l'U.R.S.S. n'aidait plus la lutte — devenue désespérée et héroïque — des communistes allemands, qui, vaincus, ne furent pas facilement admis sur le territoire soviétique ou y furent victimes des purges et liquidations staliennes.

## EVOCATION DE 1934

On grogne autour de moi. Toujours les vieilles histoires. Entendons-nous. Ce qui est vieux, c'est ce qui appartient à un passé révolu. Il faut donc nous prouver que rien de ce qui fut virulent hier n'est encore actif aujourd'hui.

Ainsi M. Maurice Duverger, dans le *Monde* du 25 janvier 1962, justifie le Front populaire d'au-

aujourd'hui par référence aux événements de 1934 à 1936. Et comme M. Maurice Faure a déclaré que « **tant qu'il serait président du parti radical, le Front populaire ne se réaliserait pas** », M. Duverger affirme péremptoirement que si l'on avait pratiqué le 6 février 1934, l'anticommunisme du président radical, la tentative fasciste aurait réussi.

Ne discutons pas ici des suites possibles de la mobilisation réactionnaire de 1934. Mais son échec ne peut être attribué à un Front populaire inexistant. Et l'anticommunisme se serait alors légitimement associé à l'antifascisme. **Car le 6 février 1934, fascistes et communistes se tenaient place de la Concorde, non face à face, mais coude à coude.**

Il y eut, le 9 février, une soirée communiste, avec quelques morts pour le communiqué et la présence comme **seul chef**, de Jacques Doriot, déjà hérétique. Le 7 février, la C.G.T. décidait la grève générale du 12 février, et pour remuer l'opinion publique rassemblait les représentants des grandes associations de gauche. Hors de la C.G.T., les communistes étaient absents du rassemblement. Et, place de la Nation, le 12 février, si les cortèges socialiste et communiste se confondirent, ce fut contre les consignes des chefs communistes.

**L'Humanité** qui, le 7 février, traitait d'assassins Daladier, président du Conseil, et Frot, ministre de l'Intérieur, ne cessa pas de dénoncer comme une trahison tout accord avec les chefs socialistes. Doriot fut incriminé, condamné et exclu pour ce seul crime. Et en mai 1934, au défilé devant le Mur des Fédérés, le service d'ordre communiste repoussait encore violemment les groupes socialistes et syndicalistes qui désiraient se joindre au cortège... Il fallut, pour forcer le barrage, s'accrocher à la section de Saint-Denis, derrière Jacques Doriot.

On peut donc affirmer que pendant le premier semestre de 1934, seul parmi les chefs communistes Jacques Doriot — déjà banni du P.C. — s'affirmait pour le Front unique. Certes, après février, il y eut quelque agitation parmi les adhérents pas encore robotisés. Mais ce qui renversa la vapeur, ce fut

un ukase de Moscou. Hitler fut bien à l'origine de ce tournant décisif. Mais pas comme bourreau du peuple allemand, comme Führer du nazisme. **Comme chef de gouvernement ayant signé en juillet 1934 avec la Pologne un traité qui inquiéta Staline.**

M. Duverger a-t-il vécu cette période ? Moins intensément certes que la deuxième, celle qui parallèlement vit les communistes orthodoxes se mobiliser au son du clairon de Déroulède — et Doriot passer de l'hérésie à l'anticommunisme le plus violent, et de l'anticommunisme à l'hitlérisme. On ne reprochera pas à M. Duverger, ex-doriotiste, ses écarts de jeunesse. Mais de grâce, qu'il n'en tire pas une morale universelle. Et qu'il ne confonde pas avec l'anticommunisme réactionnaire de son ancien chef, un antistalinisme qui nous apparaît encore comme une des figures de notre haine irréductible du totalitarisme brun, rouge ou tricolore.

Roger HAGNAUER.

P.-S. — J'ai écrit mon article avant d'avoir connu le discours de Guy Mollet prononcé à Puteaux le 29 janvier. J'écris ce P.-S. au lendemain des tragiques bagarres du 8 février 1962. Cela ne change rien aux observations et opinions formulées dans cet article. Mais j'aurais ajouté quelques précisions que je ne puis ici qu'indiquer sommairement.

Je ne suis nullement influencé par les condamnations et les prévisions de Guy Mollet, qui a voulu parler en homme d'Etat d'hier... et de demain !

D'autre part, je n'ai jamais confondu les travailleurs communistes et les ex-staliniens enkhrouchtchevistes...

Il est vrai que les jeunes ignorent nos vieilles histoires. Mais les militants ouvriers à qui nous pensons doivent être éclairés sur des expériences... passées traduisant une tendance constante et une constance diabolique.

Ce qui est essentiel, c'est une action ouvrière efficace, qui ne soit ni soumise aux combinaisons des politiciens, ni dévoyée par une agitation spectaculaire dont l'utilité est actuellement douteuse et dont l'inspiration ne se dégage pas toujours clairement. — R. H.

## LE QUART D'HEURE DU GÉNÉRAL

Le 12 décembre, en première page, « l'Humanité » publiait les textes quasi-identiques de deux appels : l'un émanant du P.C.F., l'autre de la C.G.T.

Le parti communiste, la C.G.T. auxquels s'étaient joints la C.F.T.C., la F.E.N., l'U.N.E.F. et autres forces d'appoint appelaient :

« Tous les Français et toutes les Françaises, sans distinction d'opinions, à s'associer à une grande manifestation d'ampleur nationale contre l'O.A.S. et pour la paix en Algérie par la négociation avec le G.P.R.A. »

Cette grande manifestation d'union nationale, pardon ! d'ampleur nationale, consistait en « un arrêt national du travail » de 15 minutes le 19 décembre 1961.

C'était le quart d'heure du Général !

Car, enfin... dans le contexte politique actuel, quelle signification peut avoir une manifestation rassemblant tous les Français (les bons !) sur les deux seuls mots d'ordre : lutte contre l'O.A.S. et Paix en Algérie !

Il ne peut s'agir que d'une tentative de réaliser « l'Union sacrée » derrière de Gaulle, en agitant l'épouvantail O.A.S.

Qu'on m'entende bien, je ne prétends pas que l'O.A.S. n'existe pas... elle existe bel et bien... en Algérie !

En France, elle est quasi inexistante. Ce chantage au fascisme destiné à nous faire accepter (le moindre mal !) le régime bonapartiste que nous subissons actuellement a quelque chose de particulièrement écoeurant.

Il est parfaitement clair que le grand capital a, en de Gaulle, un représentant autrement qualifié pour la défense de ses intérêts de classe que les misérables farfelus représentants les « pieds noirs » d'Algérie.

La bourgeoisie sait aussi que pour la sauvegarde de ses privilèges, il n'est meilleur régime politique que la démocratie bourgeoise (rénovée comme disent les staliniens !) avec ses multiples soupapes de sûreté dévoyant les révoltes populaires.

Dans ces conditions, nous ne sommes, fort heureusement, pas dans la situation de l'Allemagne préhitélorienne, ou de l'Espagne pré-franquiste.

Le chantage au fascisme qui s'exerce actuellement en France est destiné à masquer aux yeux des travailleurs, les vrais problèmes.

L'opération n'a même pas le mérite de l'originalité.

Il ne s'agit, ni plus ni moins, que de nous préparer une nouvelle mouture du Front Populaire.

Alexandre HEBÉRT.

# A bas les mauvais technocrates ! Vive les bons Mais attention ! Ayez-les à l'œil

Voici résumée la critique que j'apporte à l'article du noyau édité en tract : Choisir Staline-Khrouchtchev ou le mouvement ouvrier.

En effet, tout y était dans ce tract : le ton juste, la dénonciation de la complicité de Khrouchtchev dans les crimes de Staline, la main tendue aux bons communistes, la perspective de la lutte ouvrière, tout y était, sauf l'essentiel pour convaincre un militant communiste : la dénonciation de la technocratie.

Quand j'ai fait lire le tract à un de ces doux néo-staliniens qui mettent leurs rêves à la place de la réalité, il m'a répliqué : on ne fait pas d'omelette sans casser des œufs. Staline a préservé la Révolution. C'est l'essentiel. En Russie il n'y a donc plus d'exploitation de l'homme par l'homme. Tout à présent se résume à une lutte contre la matière. Et le fait que le Parti dénonce maintenant les abus inévitables des années de guerre prouve bien qu'il surmonte ces faiblesses...

A cela notre tract ne répond pas ; et on ne peut y répondre sans analyser le rôle de la technocratie ; car aussi longtemps que le militant communiste aura l'impression que les politiciens du Kremlin représentent l'état-major de la révolution prolétarienne (sans jeu de mots) ils seront prêts à leur obéir au doigt et à l'œil, et à tuer père et mère s'ils l'ordonnent.

D'accord, en Russie il n'y a plus de capitalisme ! Laissons-là les jeux de mots sur le capitalisme d'Etat ; la question qui se pose c'est : n'y a-t-il plus, pour autant, d'exploitation de l'homme par l'homme ? Les serfs de la féodalité et les esclaves de l'antiquité n'étaient pas eux non plus, soumis aux capitalismes, et pourtant ils étaient parfois terriblement exploités. L'exploitation de l'homme par l'homme n'est donc pas liée uniquement au capitalisme. Pour nous, après les esclavagistes, après la féodalité, après le capitalisme, c'est maintenant la technocratie qui représente la forme de l'exploitation de l'homme par l'homme la plus dangereuse, car les technocrates disposent directement de la puissance de l'Etat moderne pour briser la résistance des travailleurs et appliquer leurs plans. Demandez un peu aux femmes et aux Nord-Africains travaillant à la peinture au pistolet chez Renault, s'ils ne sont plus exploités parce que leur usine n'est plus capitaliste.

Trotsky, qui se sentait un peu le père de la Révolution d'Octobre, et qui n'arrivait pas à admettre sentimentalement que son enfant se soit mué en monstre technocratique, a tenté pendant des années de nous prouver que la technocratie russe (qu'il nommait bureaucratie, comme le fait encore Khrouchtchev aujourd'hui) que cette technocratie donc, était une caste et non une classe. Si elle n'avait été qu'une caste, cela aurait signifié que le prolétariat restait au pouvoir et que tôt ou tard la technocratie serait éliminée. Or l'évolution suivie par l'ex-U.R.S.S. depuis quarante-trois ans déjà, prouve bien que la technocratie assoit de plus en plus son pouvoir sur le prolétariat russe, et que si elle lâche par surdence quelques satisfactions matérielles à l'ouvrier, elle continue à se remplir tout autant les poches que du temps de Staline, puisque l'éventail des salaires reste plus ouvert encore là-bas que dans les pays occidentaux.

Mais qu'est-ce donc qu'un technocrate ? Des grands commis, il y en a toujours eu, il n'y a là rien de nouveau.

Evidemment, chaque régime a eu ses grands fonctionnaires ; ceux de la royauté dirigeaient pour le roi et les nobles ; ceux du capitalisme pour les banquiers et les industriels, ce qu'il y a de nouveau, c'est que les grands fonctionnaires de la technocratie dirigent pour leur propre classe : les technocrates.

Mais où est la limite entre le simple technicien, faisant encore partie de l'aristocratie ouvrière et le technocrate proprement dit ?

Tout comme il n'y avait pas de rupture de continuité entre l'artisan... le petit bourgeois ayant quelques personnes à son service... le moyen industriel... et le grand bourgeois (ce qui ne veut pas dire que la classe bourgeoise n'existait pas et qu'elle n'exerçait pas le pouvoir, comme certains confusionnistes le prétendaient) pareillement il n'y a pas de limite tranchée entre le petit technicien-prolétaire qu'est par exemple le préparateur de commandes... le technicien classe-moyenne qu'est le chef d'atelier... le technocrate naissant qu'est le directeur d'une petite usine... et finalement le technocrate caractérisé qu'est le Directeur de la Banque de France, ou un économiste du Plan. Mais ceci non plus ne signifie nullement que la technocratie, en tant que classe montante, n'existe pas, comme d'autres confusionnistes, tout aussi intéressés que les précédents, voudraient bien nous le faire accroire.

Ce qui déroutait beaucoup de gens, c'est que le développement de la technocratie est inégal ; là encore l'analogie joue : tout comme dans certains pays la bourgeoisie s'est hissée au pouvoir en gardant les formes extérieures de la royauté, tout pareillement la technocratie prend la direction de certains pays en gardant extérieurement les formes du capitalisme qu'elle vide de son contenu.

Tout comme les nobles jadis, se faisaient industriels les bourgeois se transforment d'eux-mêmes en technocrates. Les Mercier et Boussac, à leur retour de Russie, leur ont fait la leçon : mieux vaut encaisser de copieuses mensualités que des bénéfices aléatoires grevés d'impôts ; et cela leur permet de faire des cures à Vichy aux frais de la S.S., et de toucher de solides retraites des cadres infiniment plus sûres que les rentes d'antan.

Malgré cela, néo-staliniens d'un côté, et ultras de l'autre, veulent nous présenter le capitalisme occidental fondamentalement opposé à la technocratie russe. De plus en plus, la réalité se charge d'éclairer les esprits. Si, il y a vingt ans encore, il y a dix ans même, on pouvait nous traiter de visionnaires quand nous dénoncions la technocratie qui, sous des masques différents, s'emparait des leviers de commande (en Russie en se prétendant hypocritement mandatée par le prolétariat, et ici, en se poussant par le jeu compliqué des solidarités des grandes écoles, des partis et des sociétés secrètes) à présent, allez-donc dire aux mineurs de l'Aveyron, auxquels on veut faire supporter le poids d'une réorganisation nécessaire, allez-donc leur dire que la toute-puissance des technocrates du Plan n'est qu'une vision de l'esprit ! Allez-donc leur dire qu'il n'y a qu'un plan possible, celui qui les prive, à quarante ans, de leur métier et du bénéfice de leur retraite de mineurs ! Alors qu'en réduisant à trente heures la semaine de travail dans toutes les mines de France (les électriciens de New-York ne font que vingt-cinq heures et réclament la semaine de vingt heures !) et en modernisant quelque peu l'outillage des mines de l'Aveyron, celles-ci pourraient encore très honorablement tenir leur place pendant une dizaine d'années, le temps de faire sans douleur la reconversion. Mais pour cela nos technocrates devraient penser d'abord à l'homme et ensuite seulement à leurs ambitions de domination européenne. (A signaler qu'une certaine Françoise Giroud, dans « l'Express », du 4 janvier 1962, réclame des syndicats intégrés qui feraient accepter aux mineurs les plans des technocrates amis de la Société Minière ! Si t'avais gratté quinze ans au fond, fillette, tu ne dirais peut-être pas la même chose !...)

Les faits enseignent vite et bien, encore que parfois un peu tard. En tout cas il sera difficile dorénavant de faire accroire aux mineurs de l'Aveyron que le travail d'après un plan, établi par des fonctionnaires, signifie automatiquement : socialisme. Ils auront bien raison de se méfier de cette sorte de socialisme technocratique.

Pourtant l'industrie moderne ne peut plus se passer de plan, m'objectera-t-on, pas plus qu'elle ne

peut se passer de cadres supérieurs hautement spécialisés. D'accord, la technocratie et le travail d'après un plan d'ensemble sont devenus une nécessité de l'industrie moderne. C'est incontestablement un progrès sur le capitalisme pagailleux avec ses crises cycliques. Mais ce qu'il ne faut pas, c'est que les cadres supérieurs, saoulés par leur toute-puissance, imposent des plans aux travailleurs au profit exclusif de leurs congénères qui voyagent en caravelle, habitent des immeubles à dix millions la pièce, et touchent des mensualités, indemnités diverses comprises, avec lesquelles vingt-cinq familles ouvrières vivraient pendant un an ! Et voilà la vraie délimitation entre exploités et exploités : divisez tout le revenu national, investissements nécessaires mis à part, par le nombre d'habitants et vous aurez ce que chaque individu a le droit d'attendre comme salaire pour lui-même. Ce qui est en-dessous, c'est un manque à gagner ! Ce qui est au-dessus, c'est un vol commis au détriment de la collectivité.

Il faut payer la « responsabilité » disait Staline, tout comme nos technocrates. Quelle fumisterie ! J'en parle en connaissance de cause ; aucun de ces messieurs, pleins d'orgueil, ne renoncerait à faire joujou avec son « job » ! Ils payeraient même pour avoir le droit de commander et d'organiser. Tout comme naguère les bourgeois, ils abusent de leurs postes de commande pour se tailler la part du lion ; à part cela, pour consolider leur position, ils établissent de nouvelles classes moyennes technocratiques qu'ils corrompent en leur abandonnant les miettes, comptant bien sur elles pour faire prévaloir la thèse : la responsabilité, le savoir et le mérite se récompensent avec du fric. Sale mentalité !

Mais puisque la technocratie et ses plans sont devenus nécessaires, quelle doit être l'attitude des organisations de défense ouvrière à l'égard de ces dangereux « auxiliaires » ? C'est là que j'en reviens à mon titre : A bas les mauvais technocrates ! Vive les bons ! Mais attention ! La corruption est dans la fonction même.

En effet, pour l'ouvrier peu importe que le technocrate soit d'origine ouvrière, bourgeoise ou noble, qu'il soit jésuite ou franc-maçon (d'autant moins que maintenant on va vers la réconciliation des églises !) qu'il soit stalinien, fasciste, khrouchtchevien ou pan-arabiste, ce qui compte, c'est son attitude à l'égard du salaire moyen national (en attendant le salaire moyen international !) car c'est ce qui déterminera l'orientation de ses plans, qui deviendront selon le cas, des plans de progrès social, de stagnation sociale, voire de régression sociale.

Personnellement nous optons évidemment pour des technocrates respectueux de la personnalité humaine, affinés, préférant la méthode douce plutôt que pour des brutes arrivistes, formées dans la guerre et la guerre civile et pour lesquels l'homme n'est qu'une vulgaire matière première que l'on peut tailler, comprimer, étirer, malaxer, disperser à plaisir.

Demain tous les bonzes syndicaux deviendront sans doute membres du « Comité du Plan ». Les vrais syndicalistes devront alors examiner avec beaucoup de prudence, de méfiance même, leurs propositions. Il faudra en tout cas qu'ils s'opposent à ce que les « prisonniers » du « Comité du Plan » prennent des décisions au nom de la classe ouvrière bien lointaine, et tôt ou tard, trahie. Car la fonction forme l'homme, et des technocrates d'origine ouvrière ne valent pas forcément mieux que les autres ; souvent, même, ils sont pires.

C'est sur ce front de combat que doivent se retrouver tous les militants ouvriers.

Mon doux néo-stalinien lunaire avait soupiré :

— Alors tout serait toujours à recommencer ?

— Eh oui, cher camarade ! Les chrétiens, très sagement ont mis le paradis idyllique pour après la mort. Pour nous la lutte sera éternelle, parce la lutte c'est la vie même ! C'est la dialectique de Hegel, reprise par Marx et Lénine, ne l'oublions pas ! qui nous l'enseigne.

Maurice LIME.

## Questions au silencieux du Congrès F. O.

Est-il permis à un ancien militant condamné au rôle d'observateur d'exprimer ici quelques timides remarques sur les « explications » de Roger Lapeyre parues dans le dernier numéro de la « R.P. » (janvier 1962) ?

Les critiques formulées par notre camarade sont souvent fort pertinentes. Il est vrai qu'un congrès confédéral n'exerce guère sur l'action confédérale une influence décisive, et que sa souveraineté théorique n'apparaît guère hors des quatre journées de son existence, tous les deux ans.

Est-ce la conséquence des « structures confédérales » ? Nous avons connu une C.G.T.U. dont le congrès élisait directement une commission exécutive soigneusement sélectionnée. Nos anciens ont animé avant 1914, dans une confédération plus rigoureusement fédéraliste qu'aujourd'hui, des congrès qui, de 1904 à 1912, ont déterminé souverainement l'action confédérale. Ces deux expériences contradictoires ne prouvent-elles pas que l'efficacité d'un congrès ne dépend pas d'une délégation de pouvoirs à un aréopage facilement bureaucratise, mais de la pression d'une « équipe proposant idées, méthodes, combativité, etc. » (sic !) animant les syndicats à la base, s'imposant au congrès, se prolongeant après le congrès dans les fédérations et les unions ?

Lapeyre n'a pas voulu que ses critiques soient portés à la tribune par les militants de sa fédération, par crainte de faire passer ceux-ci pour des démolisseurs et des fossoyeurs des Unions départementales. Voilà qui confirme des craintes que nous avons déjà exposées dans la « R.P. ».

Lapeyre est trop franc pour ne pas reconnaître

que parmi les « sénateurs » de la C.G.T.-F.O., ceux dont il juge les pouvoirs exorbitants sont principalement les représentants des Unions. Aussi francs que lui, nous affirmons à nouveau que la renaissance d'un syndicalisme authentique impose **préalablement** un élargissement et une accentuation de l'activité autonome des Unions. Nous n'avons pas justifié notre thèse par simple référence aux principes traditionnels, mais aussi par observation des réalités présentes. Il est souhaitable que nos arguments soient discutés et que le débat soit ouvert. Mais si l'on s'en tient aux conclusions, nous ne pourrions qu'enregistrer à ce sujet un désaccord irréductible.

J'ai peur qu'il en soit ainsi sur le plan de l'Internationale. Depuis des années, Lapeyre dirige tous ses feux contre la C.I.S.L. et ses interventions ont été soigneusement recueillies par toute la presse bourgeoise et même... stalinienne. Il se révèle d'ailleurs beaucoup plus discret dans la « R.P. » que dans son organe fédéral, où un gros titre provoque un choc psychologique : « **Irving Brown complice des assassins des syndicalistes algériens** ». Dans une lettre ouverte, Lapeyre reproche... « amicalement » à Georges Meany, président de l'A.F.L.-C.I.O., son ignorance des affaires algériennes. C'est une opinion. J'indique simplement que la lecture des publications syndicales américaines prouve un souci de documentation internationale que je souhaite à tous les syndicalistes français.

Toute l'argumentation de Lapeyre part de la C.I.S.L. pour se localiser sur l'A.F.L.-C.I.O. et plus particulièrement sur Irving Brown. Et l'information sensationnelle de Lapeyre tient simplement dans le vote du représentant de la centrale américaine en

1956 au sein du comité exécutif de la C.I.S.L. en faveur de l'adhésion de l'U.G.T.A. liée au F.L.N. Irving Brown n'a jamais ni nié, ni désavoué sa position à cette époque. L'affaire a été exposée, débattue dans nos colonnes, lors de la publication des extraits de la lettre des socialistes américains Daniel Faber et Elisabeth Vogt à la Jeune Garde socialiste belge, suivie d'une réponse des rédacteurs de celle-ci et d'une dernière mise au point de nos camarades américains (« R.P. » de juillet-août 1958 et numéros suivants).

Nous invitons tous les gens de bonne foi à se reporter à ces textes. Comme nous, Faber et Vogt condamnent le choix de la C.I.S.L., mais ils donnent de cette lourde erreur des explications qui ne sont pas incompatibles avec les règles d'une controverse syndicaliste et internationaliste. Ils reconnaissent honnêtement qu'après ce vote regrettable « la C.I.S.L. a reconnu le caractère légitime et représentatif de l'U.S.T.A. (de tendance messaliste) en lui donnant un certain appui officiel ; en intervenant auprès du gouvernement français pour permettre à l'U.S.T.A. de tenir son congrès à Paris, en protestant contre l'incendie des locaux de l'U.S.T.A. à Roubaix et, enfin, en condamnant les attentats contre les syndicalistes U.S.T.A. et l'assassinat de Ahmad Bekhat... »

Nous ne prolongerons pas la polémique. Sinon pour regretter avec Lapeyre les insuffisances de la C.I.S.L. Seulement, nous ne sommes pas certains d'être d'accord avec lui sur la définition de ces insuffisances.

La C.I.S.L. a eu tort de ne pas passer outre à

l'interdiction du gouvernement français et de ne pas envoyer une mission clandestine en Algérie ? D'accord. Mais encore faut-il préciser que les décisions contre la C.I.S.L. et plus particulièrement contre Irving Brown ont été prises par un gouvernement **socialiste** français, sur l'initiative d'un ministre **socialiste**, Robert Lacoste qui, à la tribune du Sénat, s'est livré à une attaque d'un style digne de **l'Action Française** d'autrefois et du **Rivarol** d'aujourd'hui contre le représentant officiel des travailleurs américains.

Nous avons approuvé la C.I.S.L. accordant droit de cité aux organisations syndicales indigènes d'Afrique du Nord — et intervenant en faveur de l'autodétermination du peuple algérien. F.O. s'est longtemps opposé à l'admission des centrales tunisiennes, marocaines, algériennes. La Fédération des Travaux publics, sous la signature de Lapeyre, a blâmé la C.I.S.L. pour toutes ses interventions dans l'affaire algérienne.

Lapeyre écrit encore : « les réunifications passées n'ont pas été faites par les travailleurs mais imposées pour des raisons internationales. »

Voilà qui appellerait de sérieuses observations. Mais lorsque dans le même organe fédéral où l'on cloue Brown au pilori, où l'on discrédite la C.I.S.L., on publie des échanges de politesses avec les pseudo-syndicats soviétiques... nous pouvons éprouver quelque inquiétude et supplier Lapeyre d'éclairer quelque peu ces... « raisons internationales », causes essentielles — sinon exclusives — de la réunification syndicale française.

R. H.

## Une nouvelle centrale syndicale panafricaine

Au terme de six jours de travaux tenus à Dakar, du 9 au 14 janvier 1962, les délégués des organisations syndicales ouvrières d'Afrique ont créé la Confédération Syndicale Africaine, ou « African Trade Union Confederation ».

Sur le plan officiel, la C.S.A. groupe 41 organisations couvrant une trentaine d'Etats ou de territoires. Le Conseil de 35 membres reflète la répartition géographique (Côte d'Ivoire, Tchad, Mauritanie, Afrique du Sud, Sierra Leone, Tanganyka, Angola, Rhodésie du Nord, Ruanda Urundi, Dahomey, Cameroun, Gabon, etc.). La présidence est assurée par Ahmed Tlili, de l'U.G.T.T. (Tunisie), les vice-présidences vont à Borha (Nigéria), M'Boya (Kenya), Pougault (Congo-Brazzaville).

Les Centrales du Maroc, de l'Algérie, du Ghana, de la Guinée n'ont pas participé à la rencontre, bien qu'elles eussent été invitées. Le « Groupe de Casablanca », non seulement a boudé la réunion de Dakar, mais a encore violemment attaqué l'initiative et ses promoteurs. C'est ainsi que « African Worker » de décembre 1961 (organe des syndicats ghanéens) dénonçait les organisateurs comme des « agents de l'impérialisme », des « marionnettes du paternalisme européen », et définissait la conférence elle-même comme une « évidente manœuvre pour saboter le front ouvrier unifié africain » de la Centrale créée à Casablanca en mai 1961.

Sur le plan de l'orientation politique, et plus spécialement sur celui des prises de position internationales, la dualité Dakar-Casablanca se manifeste à la fois sur la question de l'affiliation aux confédérations internationales et sur celle de l'interprétation à donner au « neutralisme ».

Le groupe de Casablanca avait mis en demeure les organisations syndicales africaines de se désaffilier de la C.I.S.L. et de la C.I.S.C. (travailleurs chrétiens). La nouvelle C.S.A. laisse à ses affiliés le droit d'adhérer à l'Internationale qui leur plaît.

Le neutralisme défini à Casablanca avait un

penchant pro-soviétique ou pro-chinois. Le neutralisme exprimé à Dakar dénonce explicitement le colonialisme ancien et le néo-colonialisme soviétique. Le système de parti unique était prôné par Casablanca, la méthode pluraliste est retenue par Dakar.

L'ensemble de la conférence constitutive de la C.A.S. fut marqué par l'évidente volonté de laisser à chaque organisation une réelle autonomie. Une large place fut accordée aux travailleurs croyants. La présidence des débats fut elle-même assurée suivant une rotation qui faisait apparaître les délégués les plus représentatifs aux points de vue régional, ethnique, politique. Bien des préventions durent être diplomatiquement dissipées entre Nord-Africains et Africains noirs, entre francophones et anglophones, etc. Mais c'est la souplesse même des règles d'une vie en commun qui semble fournir l'aspect sympathique de la rencontre.

L'appui du gouvernement sénégalais donné à cette création, la présence de divers éléments français, le rôle de premier plan joué par le Tunisien Ahmed Tlili, la satisfaction témoignée par les observateurs des syndicats nord-américains sont autant d'indices permettant de juger la nouvelle C.A.S. comme la résultante de considérations et de volontés extra-syndicales, autant que l'expression consciente des désirs des travailleurs organisés eux-mêmes.

Il existe peu de syndicats authentiques en Afrique parce que le monde salarié y est réduit et minoritaire, et aussi parce que les organisations syndicales sont souvent nées de partis ou d'appareils d'Etat plutôt que de l'association spontanée des travailleurs.

La route est pourtant ouverte à ceux qui, se rappelant ou apprenant que les syndicats n'ont d'existence réelle et de futur possible que dans la mesure où les syndiqués interviennent ou agissent, auront le courage et la patience du travail en profondeur.

EL GORJANI.

# UNE ORGANISATION INUTILE: LA F.S.M.

Depuis la scission du mouvement syndical survenue en 1947, les congrès de la Fédération Syndicale Mondiale (F.S.M.) se réduisent à un acte rituel de soumission à la politique russe du moment. L'exclusion automatique des syndicats yougoslaves après la rupture entre Tito et Staline était un exemple frappant de cette obéissance aveugle. Les problèmes réels du mouvement ouvrier occupaient une place réduite dans les débats de ces congrès, dont la fonction principale était de transmettre aux organisations affiliées les mots d'ordre d'une politique élaborée ailleurs. A la suite des ébranlements récents dans le bloc communiste, ce rituel a été quelque peu bousculé, donnant lieu à des prises de position qui méritent un examen par le mouvement syndical dans son ensemble.

L'événement saillant de la réunion de la F.S.M. de l'année dernière était l'affrontement des positions russe et chinoise en matière de politique internationale. Comme la scission yougoslave, ce conflit relevait encore de la politique gouvernementale, et les problèmes n'étaient pas posés par l'activité syndicale mais par un conflit d'intérêt entre classes dirigeantes de différents Etats communistes. Ce conflit s'est encore manifesté cette année, bien que sous forme atténuée. Les thèmes principaux de la politique russe, par apposition à la ligne chinoise, ont été répétés par Khrouchtchev, dont le discours est resté sans réponse de la part des délégations chinoise ou albanaise.

Cependant, c'est la position des syndicalistes italiens qui a apporté le plus de nouveauté au congrès de cette année. Pour la première fois dans l'histoire de la F.S.M. depuis la scission internationale, une opposition s'est exprimée qui s'inspire des problèmes réels de la politique syndicale d'une organisation affiliée, et non pas des intérêts d'une classe dirigeante de tel ou tel Etat. Les remarques de Novella, président communiste de la C.G.I.L., réclamant une politique tenant compte des particularités nationales ou régionales, une plus grande souplesse vis-à-vis des syndicats affiliés à d'autres Internationales, et une plus grande indépendance vis-à-vis des mots d'ordre politiques du gouvernement russe, ont eu un retentissement international certain. Plus significative encore était la position de Di Pol, secrétaire de la Bourse du Travail de Milan et socialiste nennien, seul parmi les quelque mille délégués à voter contre le projet de programme, en raison de la « distance trop grande entre ces textes et les positions exprimées à la tribune par les délégués italiens ». Cet acte de dignité et de courage, un exemple de ce que doit être la conscience professionnelle d'un militant syndical, a, paraît-il, atterré les dirigeants russes qui ont l'habitude d'amener des délégations d'usines de Moscou à la galerie des spectateurs et qui ne s'attendaient pas à leur offrir un tel spectacle.

Quels que soient les mobiles de cette opposition, pour l'instant partagée entre le désir d'opérer un simple ajustement tactique et un souci réel de restituer le mouvement syndical au contrôle de la base, et quelles que soient ses formes — pour l'instant très prudentes et limitées — elle reste lourde de conséquences. La C.G.I.L. a toujours joué dans la F.S.M. un rôle de premier plan, et pour cause. Théoriquement, une organisation comptant près de 90 millions de membres, la F.S.M. ne compte en réalité que 8 millions de membres dans les pays où la liberté syndicale existe. La proportion de ses membres qui ont pu librement choisir de s'affilier à un syndicat à direction communiste, ne dépasse donc pas le 9 % des effectifs totaux, et se réduit essentiellement aux centrales majoritaires de France, d'Indonésie et d'Italie, et à une centrale minoritaire en Inde. Or, avec ses 3,5 millions de membres la centrale italienne est de loin la plus forte des quatre centrales communistes « libres », à la fois en nombres absolus et par rapport aux organisations concurrentes du pays.

Depuis 1945 environ, les masses ouvrières qui acceptent une direction communiste à la tête d'un syndicat en Europe occidentale le font pour des raisons « réformistes », c'est-à-dire qu'ils attendent

de leur organisation une action pour améliorer leurs conditions de vie dans le cadre de la société existante. S'ils choisissent un syndicat communiste, c'est parce qu'ils estiment qu'il poursuivra ces buts d'une manière plus dynamique et combative, et parce que la carence des organisations socialistes les prive d'une alternative attrayante. Les dirigeants de la C.G.I.L. savent bien que dans les circonstances actuelles leur centrale ne peut maintenir ses positions que dans la mesure où elles peuvent donner satisfaction à ses adhérents sur ce point. Or, si la C.G.I.L. est depuis longtemps en stagnation, que tous les accords importants (métallurgie, chimie, alimentation) se font sans elle, que ses tactiques restent inefficaces et même contre-productives (grèves du sucre), c'est bien à cause de l'application mécanique de mots d'ordre sans rapport avec les besoins réels des travailleurs de la C.G.I.L. Il s'agit donc pour la direction de la C.G.I.L. de se libérer de l'hypothèque que représente l'obligation de suivre en toutes circonstances les directives communistes, de cette obéissance dont la F.S.M. est à la fois le symbole et l'instrument sur le plan international.

Attachés à une phraseologie révolutionnaire et obligés de suivre une pratique réformiste, les cadres de la C.G.I.L. se trouvent encombrés, sur le plan international, par une organisation inutile, qui ne peut servir efficacement les revendications économiques dans le cadre du système actuel, et qui est incapable d'obtenir la transformation fondamentale de la société — dans quelque sens que ce soit — par des moyens révolutionnaires. Mais constater ces faits, c'est reconnaître que la F.S.M. n'existe pas en fonction des besoins d'un syndicalisme revendicatif, mais pour servir de masse de manœuvre à la diplomatie russe.

Les problèmes qui se posent également à d'autres centrales à direction communiste en Europe occidentale, et notamment à la C.G.T. française. En effet, les raisons pour lesquelles un ouvrier français peut adhérer à la C.G.T. ne diffèrent pas de celles du membre de base de la C.G.I.L. Ce qui est différent, c'est l'emprise beaucoup plus profonde du P.C. français sur les syndicats de la C.G.T., due en partie à l'absence d'un courant socialiste conséquent, en partie à l'existence continue d'un appareil stalinien en France depuis quelque vingt ans. En conséquence, la direction de la C.G.T. reste fortement attachée à l'orthodoxie stalinienne, même quand cette orthodoxie va à l'encontre des intérêts de l'organisation, et a réussi à étouffer jusqu'ici les vellétés d'indépendance qui se sont manifestées dans certains secteurs. Le contraste entre la position italienne et la position française n'a pas manqué de se faire sentir à Moscou. Certaines observations de la délégation italienne équivalent en effet à une mise en accusation de la direction thorzienne de la C.G.T., qui n'a opposé aucune résistance sérieuse à la guerre d'Algérie et qui a organisé avec succès, depuis plusieurs années, la passivité des éléments les plus combattifs et les mieux organisés de la classe ouvrière française.

La rigidité de la direction communiste de la C.G.T. recouvre une crise qui n'est pas moins profonde que celle de la C.G.I.L., et qui a les mêmes fondements. Les critiques, et l'exemple d'indépendance relative de la délégation italienne ne manqueront pas de se répercuter en France. Elles pourraient infléchir les positions de l'opposition factice d'éléments tels que Le Brun ou Rouzaud, et renforceront probablement l'opposition réelle de Pastre, l'un des animateurs du mouvement pour un syndicalisme uni et démocratique, et de quelques autres éléments minoritaires.

Dans l'immédiat, la délégation italienne à Moscou est restée isolée, et n'a trouvé que très peu d'échos parmi les délégations des autres organisations membres de la F.S.M. Soutenues faiblement par la délégation polonaise et par la petite fraction communiste de la C.G.T. autrichienne, ses positions furent également partagées par une partie de la délégation cubaine et, dans une certaine mesure, par la délégation indienne, conduite par

S.A. Dange. Cependant, Dange, qui est l'un des dirigeants pro-russes du P.C. indien, doit tenir compte de la forte pression d'une fraction pro-chinoise dans son parti, et il est intéressant de constater, à ce sujet, que la délégation chinoise s'est formellement opposée à l'élection de Dange aux organes directeurs.

A part les Polonais, dont la position est alignée sur celle de leur gouvernement, il n'y avait pas lieu d'attendre de réactions favorables à la position italienne parmi les dirigeants des organisations qui tiennent lieu de syndicats dans les pays communistes, et dont le premier souci n'est certainement pas de renforcer l'indépendance de leurs organisations en vue d'une action revendicative. Quant aux quelques organisations à base volontaire, elles sont solidement tenues en main par un appareil politique qui ne leur permet pas d'écarts. Novella et ses camarades peuvent tout au plus se féliciter de l'accident géographique qui leur a permis de s'exprimer sans s'exposer automatiquement à de graves sanctions, dont le limogeage aurait été la moindre.

Si la C.G.I.L. maintient sa position, et si elle agit en conséquence, son isolement dans la F.S.M. ne fera que s'accroître. Entièrement dominée par les organisations d'Etat des pays communistes, la F.S.M. n'est pas une organisation qui peut être réformée ou reconstruite pour servir en premier lieu les besoins de la masse des syndiqués. De ce point de vue également, la F.S.M. est une organisation inutile, et les syndicalistes de la C.G.I.L. en feront l'expérience s'ils ont encore des illusions à ce sujet. Plus ils chercheront à faire prévaloir leurs thèses, plus le mur auquel ils se sont heurtés à Moscou deviendra impénétrable. Si les choses se déroulaient de la manière habituelle, la C.G.I.L. n'aurait que deux perspectives : le recul et la soumission, ou la désaffiliation, avec une scission éventuelle. Mais il est plus probable qu'elle cherchera à se cantonner dans une position intermédiaire de soutien à distance, c'est-à-dire qu'elle poursuivra sa propre politique tout en maintenant son affiliation formelle. Cette attitude ne résoudra rien, et demeurera une source constante de frictions et d'hérésies.

A cet égard, on peut remarquer que la présence des socialistes nenniens sert de boucliers et de justification aux dirigeants communistes de la C.G.I.L. D'une part, elle leur permet de justifier leur politique de relative indépendance par la nécessité de ne pas perdre le contact avec le P.S.I.; d'autre part, le fait que les socialistes nenniens ont la possibilité de mettre en cause publiquement toute décision de la direction de la F.S.M. — d'autant plus que Santi, secrétaire général nennien, se trouve maintenant à la place de Novella à la Commission exécutive — permet aux dirigeants communistes de moins redouter d'éventuelles sanctions qui pourraient venir de Moscou.

L'inutilité de la F.S.M. est reconnue par ses propres dirigeants, dont la politique consiste, depuis un certain temps, à lui attribuer des tâches secondaires de propagande et de lui substituer, pour le travail d'organisation, des opérations ad hoc, à base régionale, généralement sous la raison sociale du neutralisme pro-russe et pro-chinois. Ainsi en Afrique, les anciennes affiliées de la F.S.M. en Afrique occidentale se sont intégrées à la « Fédération syndicale pan-africaine » dirigée par le Ghana et la Guinée; en Amérique latine, l'organisation régionale de la F.S.M., la C.T.A.L., est réduite à sa plus simple expression, alors que l'essentiel de l'activité syndicale communiste consiste à créer des organisations professionnelles latino-américaines basées sur les syndicats cubains. Mais sur ce plan, la F.S.M. marque également le pas, après quelques succès notables. Les syndicats cubains, qui étaient pendant quelque temps un pôle d'attraction pour tous les syndicats progressistes du continent, et qui avaient établi d'étroites relations avec des centrales nationales comme celle du Venezuela, sont maintenant rejetées dans l'isolement à la suite du contrôle par trop évident que le P.C. cubain exerce sur eux. En Asie occidentale, la C.G.T. irakienne, conquête importante de la F.S.M., s'est désaffiliée à la suite de la rupture de Kassem avec les communistes. En Afrique, les démêlés récents des

communistes guinéens avec Sekou Touré montrent la fragilité de la manœuvre qui est à la base du syndicalisme « pan-africain ». En Asie orientale, la décision récente du congrès de la plus grande centrale syndicale du Japon, la S.O.H.Y.O., de soutenir exclusivement le parti socialiste aux élections, est encore un échec retentissant pour la politique « unitaire » de nouyutage dont la F.S.M. est le protagoniste dans le domaine syndical.

Les syndicalistes de la C.G.I.L., et en particulier les militants du courant socialiste, tireront-ils les conclusions de ce bilan ? Face à la F.S.M. se développe le mouvement ouvrier international réel, avec près de 60 millions d'adhérents qui ne sont pas, dans leur immense majorité, des figurants en service commandé, riche par sa diversité idéologique et politique, beaucoup plus efficace dans son action professionnelle, et capable d'un grand développement. Quelles que soient les positions politiques d'un militant syndical, il ne saurait participer efficacement à la lutte internationale du mouvement ouvrier en restant isolé de ce mouvement. La reconnaissance de ce fait, qui commence à se faire jour dans la C.G.I.L., implique dans la conclusion logique la dissolution de la F.S.M., et c'est là une proposition dont le prochain congrès de cette Internationale pourra utilement s'occuper. Mais, bien sûr, la F.S.M. continuera à exister aussi longtemps que les autres branches de la diplomatie russe. Et la conclusion qui s'impose pour les syndicalistes qui ont une autre conception de leur rôle ne peut être que la désaffiliation.

A. GIACOMETTI.

## La poussée ouvrière et paysanne au Venezuela

Dans la première quinzaine de décembre 1961, le IV<sup>e</sup> Congrès de la Confédération des Travailleurs du Venezuela s'est tenu et ses travaux ont revêtu une importance particulière en raison du malaise politique et social qui affecte ce pays.

Rappelons que le gouvernement actuel repose sur deux forces : le parti « Accion Democratica », mouvement populaire dont le leader est Romulo Betancourt, aujourd'hui président de la République; et le parti C.O.P.E.I., de tendance démocrate-chrétienne. A ses débuts, après la chute de la dictature, la coalition gouvernementale comprenait outre les deux formations précitées, un troisième parti : l'Union Républicaine Démocratique qui rompit l'alliance et passa à l'opposition en même temps qu'éclatait une crise au sein même d'« Accion Democratica », laquelle conduisit à la formation du M.I.R. (Mouvement indépendant révolutionnaire).

La conjoncture générale est donc marquée — conséquence d'une longue période de dictature — par un régime qui se veut démocratique mais qui est violemment attaqué sur sa droite par les éléments « golpistes » qui bénéficient de la sympathie d'une partie des cadres de l'armée et de l'appui de divers groupes industriels et terriens ; sur sa gauche par les communistes, le M.I.R. et des mouvements purement démagogiques.

L'élément à la fois stabilisateur et moteur du nouveau régime est la Confédération syndicale, dont le président est José Gonzalez Navarro. Or, cette centrale, après avoir été secouée par la scission du M.I.R., a connu de nouvelles difficultés découlant des désaccords intérieurs entre tendances. Il s'agissait en fait de heurts entre partisans inconditionnels du gouvernement et défenseurs d'une action syndicale vigoureuse. Par delà les polémiques personnelles ou idéologiques, le problème se posait de savoir si la C.T.V. se bornerait à défendre le régime démocratique contre les menaces de putsch militaire et réactionnaire et contre la propagande pro-castriste, ou si elle profiterait de la situation pour obliger le gouvernement à se montrer davantage audacieux dans le domaine social. La réforme agraire est lente, le chômage est impor-

tant, les prix des denrées alimentaires sont en hausse, un projet de dévaluation de la monnaie menaçait les salaires. Autant de motifs vrais pour que le mécontentement populaire s'exprime. Autant de prétextes que l'agitation communiste et castriste exploitait.

Le congrès se tint sans la présence des leaders de la fraction pro-communiste. Prenant argument des procédés employés dans diverses assemblées par les dirigeants communistes, lesquels avaient menacé leurs adversaires et utilisé des armes à feu, les instances nationales de la C.T.V. avaient décidé d'intervenir dans diverses organisations, c'est-à-dire de considérer le fonctionnement de ces syndicats comme antistatutaire et de les réorganiser. La fédération la plus importante du point de vue social, et où l'influence para-communiste s'exerçait dans les organismes de direction, était celle des travailleurs de la terre.

Ce que décida le IV<sup>e</sup> congrès de la C.T.V. peut être résumé comme suit : couper sans faiblesse tout ce qui, dans l'appareil syndical, paraissait contrôlé ou influencé par le P.C. et le M.I.R.; affirmer sans hésitation que la C.T.V. ne se prêterait à aucune manœuvre tendant à briser le régime démocratique ;

exiger du gouvernement que la politique officielle soit modifiée en ce qui concerne les grands problèmes économiques et sociaux — chômage, réforme agraire, investissements pour la création de nouvelles entreprises, dévaluation, coût de la vie.

Le président Betancourt vint prononcer un discours devant le Congrès et tout en défendant la politique de son gouvernement, notamment sur le plan international, reconnu ses faiblesses et ses manquements dans le domaine social, et s'engagea à utiliser les crédits sollicités à l'étranger pour développer l'industrialisation, améliorer les services publics et accélérer la réforme agraire.

La prise de conscience syndicale témoignée par le IV<sup>e</sup> Congrès de la C.T.V. n'a pourtant pas mis un terme aux difficultés intérieures. Dans de nombreuses organisations, une lutte farouche oppose les fractions sans que l'on puisse être toujours sûr qu'elle se mène pour les seuls intérêts de la classe ouvrière.

Il est possible de croire pourtant que la crise actuelle permettra au mouvement syndical de cégar peu à peu sa véritable personnalité.

Carlos VALLES.

## En lisant le journal de l'Inde de Romain Rolland (1)

La connaissance de l'Inde d'hier nous ouvrira peut-être des horizons sur l'apport spirituel possible de l'Orient à notre civilisation de progrès matérialiste aveugle. Nul mieux que Romain Rolland n'aide à comprendre cette Inde déconcertante et attirante à la fois.

Romain Rolland a connu et compris aussi bien le poète-esthète R. Tagore que le mahatma Gandhi, ce « saint mulet », cet homme d'action pragmatique doublé d'un idéaliste qui peut nous sembler souvent rétrograde, mais dont l'effort têtue a permis la libération de l'Inde avec le minimum de violence.

Même la campagne du « charka » du retour au rouet a été bénéfique, au moins dans l'immédiat : elle a permis aux villageois de donner un sens à leur vie, de se vêtir et de manger ; elle a porté un coup mortel à l'industrie des cotonnades britanniques, alors que des grèves violentes d'une poignée d'ouvriers industriels ne pouvaient balayer la puissance militaire de l'Empire britannique.

La pensée de Nehru, très occidentalisée par comparaison avec celle de Gandhi, ressort clairement des conversations qu'il eut avec Romain Rolland : utiliser la non-violence avant de construire une Inde moderne, mais y intégrer d'emblée la question sociale.

Alors qu'à l'inverse un apparent révolutionnaire, un violent ennemi de l'Angleterre comme Chandra Bose n'a abouti qu'à se déconsidérer en collaborant avec le Japon fasciste. Gandhi et Nehru, par leur lutte non-violente loyale, étaient plus « réalistes » que cet impulsif de la violence et de la haine.

La lecture du journal de Romain Rolland permet aussi d'apprécier les vertus et les limites de R. Tagore, dans son effort désespéré de réconcilier l'Orient et l'Occident.

Les lecteurs de la « R.P. » y retrouveront aussi avec plaisir les questions posées en décembre 1931 par la rédaction de la « R.P. » à Gandhi et les réponses (un peu évasives) de celui-ci.

### PREMIERE QUESTION

« Admettons avec vous que, pour les peuples sous le joug étranger, la nécessité de se libérer d'abord de l'invasisseur les oblige à une union provisoire des classes, à la constitution d'un seul bloc national. Mais les événements vont vite. La bourgeoisie indigène, le capitalisme indigène, se développent. Et vos bons conseils à MM. les Parsis (23 mars 1931) n'empêchent pas que, chez vous

comme ailleurs, la concentration du capital s'opère entre les mains d'un petit nombre. — A la lutte contre l'opresseur britannique succédera inéluctablement la lutte contre l'opresseur indien. Continuerez-vous alors à demander aux ouvriers de « prendre à cœur les intérêts » de leurs patrons ? »

**Gandhi répond :**

« Je ne fais aucune distinction entre les capitalistes européens et les capitalistes indigènes. Mes écrits traitent de la lutte entre les ouvriers de fabriques et les propriétaires de fabriques en dehors de la lutte nationale. Je ne considère pas, il est vrai, que soit inévitable l'antagonisme entre le capital et le travail. Quoique cela soit difficile, je considère comme tout à fait possible d'établir une harmonie entre eux. Mais s'il était prouvé que dans une fabrique particulière une pareille harmonie fût impossible, je n'hésiterais pas à amener le travail (c'est-à-dire les travailleurs organisés) à un tel degré d'extension, qu'il en résulterait la destruction du capitalisme, ou son complet transfert dans les mains du Travail. Dans ce cas comme dans tout autre cas, le Satagraha acculerait le capital au pied du mur, en sorte qu'il se détruirait lui-même, le jour que sa destruction sera jugée inévitable. Quand bien même il se trouverait en connexion avec la lutte nationale, je ne tiendrais pas compte des intérêts du Capital, s'ils étaient prouvés en opposition avec la communauté. Mais je ne voudrais pas soulever une querelle avec le capital sans absolue nécessité, et rendre ainsi le difficile problème d'aujourd'hui encore plus difficile. »

Ce journal sur l'Inde décrit la magnifique lutte de Gandhi pour intégrer les Intouchables dans la collectivité nationale, avec un sens de la réalité et du possible qui font de Gandhi un grand politique, peut-être le plus grand politique de l'Orient.

Nous sentons mieux aussi, après cette lecture, la position de Romain Rolland lui-même, à mi-chemin de la violence et les raisons parfois naïves qui l'ont conduit, après 1933 et le triomphe du fascisme hitlérien, à se jeter dans les bras de Staline, qu'il a pris pour le continuateur de Lénine...

Quoiqu'il en soit, c'est une lecture enrichissante, apte à nous faire mieux comprendre les problèmes qui se posent en Algérie et en Afrique noire. Hélas, où est le Gandhi de l'Afrique ?

J.-D. MARTINET.

(1) Albin Michel. 1960.



# LES LIBERTAIRES ARGENTINS ET LES SYNDICATS

*En décembre dernier, la Fédération Libertaire Argentine a tenu son 5<sup>e</sup> Congrès national dans ses locaux, à Buenos Aires. Le précédent congrès s'était réuni, six ans auparavant, clandestinement, sous la dictature péroniste.*

*Parmi les résolutions prises comme conclusions aux débats, celle qui a trait à l'orientation et à l'activité des militants au sein du mouvement syndical nous semble essentielle, et c'est pourquoi nous la publions. Les militants ouvriers sont nombreux au sein de la F.L.A. et leur rôle dans les syndicats a souvent été déterminant. Ils représentent aujourd'hui le courant le plus lucide, alors que la bureaucratie péroniste, la démagogie stalinienne et la médiocrité socialiste visent à utiliser l'organisation ouvrière et non à lui accorder son rôle plein.*

## SITUATION DU MOUVEMENT OUVRIER ET POSITION MILITANTE

Après une longue période de constantes fluctuations et d'alternatives imprévues, le mouvement ouvrier est en train de sortir de ses états mal définis et changeants pour atteindre une certaine stabilité.

Cette évidente stabilisation n'implique cependant pas une réalité prometteuse : les aspects les plus positifs de la vie syndicale ne se sont pas consolidés, loin de là, tandis que les directions totalitaires, ainsi que les méthodes centralisatrices, les formes de corruption et autres facteurs négatifs — qui s'étaient déjà manifestés autrefois et atteignirent leur plus haut point pendant la dictature — se sont affirmés dans la majorité des corporations.

Par ailleurs, la plupart des organisations emploient des pratiques et des procédés qui ne révèlent aucune foi dans les principes et les méthodes qui ont fait la dignité et l'honneur du militantisme. Les manquements sont fréquents et nombreux les indices de corruption et de complaisance envers les ennemis de la liberté syndicale.

Ce phénomène est dû, pour une part, à l'action néfaste du gouvernement actuel qui favorisa les éléments totalitaires et exerça pressions et chantages sur les milieux démocratiques ; et pour une autre part à la mentalité ouvrière elle-même, influencée pendant des années par le dirigisme officiel qui affaiblit sa capacité de réaction, et à l'immoralité de certains dirigeants avides d'avantages politiques personnels.

Aux positions syndicales fermes, antitotalitaires, se sont substituées celles, démagogiques et intégrationnistes, d'éléments sans scrupules, arrivistes et accommodants, qui firent échouer les possibilités d'une récupération salutaire et digne du mouvement ouvrier.

Une preuve de cet état défectueux fut apportée par le processus qui conduisit à la formation de l'actuel organisme directeur de la C.G.T., qui, malgré ses déclarations ambiguës en matière d'orientation, n'échappa pas au contrôle du courant qui s'identifia avec le régime déchu en 1955 ; et cette situation sera plus notoire encore lors du prochain congrès de la Centrale, où l'influence de ce courant sera déterminante et obligera l'organisme fédéral à adopter les orientations qui, suivant les circonstances, conviendront le mieux à la majorité.

D'autre part, le gouvernement aspire, par la corruption, la subornation et toutes sortes d'interférences, à atteindre son but qui est d'exercer une influence sur la vie syndicale, et de pouvoir compter sur des directions soumises, malléables, qui n'opposent pas de difficultés aux plans économiques et politiques officiels.

Ce dessein s'est révélé dans la tentative d'imposer la loi d'associations professionnelles — réclamée et défendue par les totalitaires — pour l'utiliser comme un instrument de pénétration et de pression dans un grand nombre de corporations, de façon indirecte ou flagrante selon les cas, comme il advint chez les plombiers où l'on accorda la représentation à un groupe de « jaunes » et d'agents du patronat, au détriment des représentants authentiques adhérent à la F.O.R.A.

Tout le mouvement ouvrier peut être affecté

— et spécialement l'organisation confédérale — par les phénomènes négatifs que nous avons signalés : hégémonie des tendances politiques réactionnaires, faiblesse des éléments démocratiques, pénétration accentuée de l'influence officielle qui affaiblit dangereusement les forces ouvrières, aussi bien dans leur lutte contre la voracité capitaliste et la réaction que dans leur effort pour atteindre les objectifs ultimes de gestion d'un authentique mouvement syndical.

On note certains symptômes qui révèlent le désir d'arriver, par les moyens les plus divers — législation répressive, interventions policières, interférences diverses, etc. — à la destruction des organisations et à la défaite des fédérations en lutte, comme c'est le cas actuellement pour la puissante fédération des cheminots que, par des manœuvres diverses, on aimerait pouvoir amener à capituler inconditionnellement, afin qu'une bonne leçon détruise tout esprit de résistance et de lutte et pour favoriser des plans politiques et économiques dont l'expansion et le succès se feraient au détriment des intérêts et des droits des travailleurs.

Malgré cela, il existe, chez les ouvriers, un fort attachement pour les syndicats. A côté de cela, il y a les évidents désaccords, chaque fois plus marqués, avec les dirigeants syndicaux, les uns incapables, les autres trop habiles, qui manœuvrent dans leur dos et contre leurs intérêts, utilisant les organisations pour obtenir des avantages politiques et personnels — procédé largement en vigueur dans les organisations contrôlées par la tendance politique qui asservit le mouvement ouvrier pendant la dernière dictature. C'est là que se fait sentir un impérieux besoin d'assainissement, étant donné que de vastes secteurs ouvriers sont concernés, et que l'orientation de ces secteurs — dans l'une ou l'autre direction — et la canalisation de leurs énergies dans un sens ou dans l'autre conditionneront l'avenir politique et social du pays.

Les syndicats ont les possibilités et les moyens de développer une vaste action de type social, mutualiste et coopératif : prévoyance sociale, assistance médicale, logement, etc. Les circonstances sont également favorables pour que les travailleurs prennent à leur charge les entreprises de production, les systèmes de distribution, les services publics et autres activités constructives qui peuvent présenter un grand intérêt collectif ; mais certaines conditions garantissant le résultat de ces expériences à caractère authentiquement social sont indispensables pour que soit démontrée la capacité ouvrière et syndicale de prendre des initiatives positives pour la communauté.

Il est essentiel de clarifier les critères, d'informer les travailleurs de la signification de leur action, pour procéder à l'assainissement des organisations, promouvoir un esprit syndical actif et digne des meilleures traditions du mouvement ouvrier, pour qu'ils ne soient pas utilisés, malgré eux, pour atteindre des buts opposés à leurs intérêts et à leur cause. Il faut aussi s'élever contre les dirigeants non totalitaires, dont la responsabilité est un facteur important pour le cours des événements, afin qu'ils ne se prêtent pas, par faiblesse ou par complaisance, à des actions qui ramèneraient le mouvement syndical au niveau où il était à l'époque de la dictature.

A la suite de ce qui a été exposé, le V<sup>e</sup> congrès national de la F.L.A. décide :

1<sup>o</sup> De réaffirmer la position de notre organisation en matière syndicale, et de réitérer vigoureusement le principe général fixé par le point I de la déclaration de la Conférence nationale des militants syndicaux de la F.L.A. qui s'est tenue en février 1959, à savoir : « Faire ressortir que la position de l'organisation libertaire, adoptée au cours de divers plenums et congrès, relativement au mouvement syndical, acquiert une particulière valeur dans les circonstances actuelles ; qu'il est vital de réaffirmer l'indépendance, la combativité et la structure fédéraliste du mouvement ouvrier, ainsi que sa vocation révolutionnaire et constructive, pour atteindre à une restructuration sociale sur des bases de liberté et de justice, et en opposition ouverte contre les vices signalés.

2<sup>o</sup> Lutter pour que dans chaque syndicat, soient garanties les normes fédéralistes et démocratiques comme bases fondamentales pour assurer un mouvement ouvrier positif et bien inspiré, suscitant la nécessité impérieuse de la participation des travailleurs — la plus ample et la plus directe — pour tous les problèmes qui les concernent.

3<sup>o</sup> Développer une campagne d'explication parmi les travailleurs, en critiquant énergiquement le rôle négatif des directions totalitaires qui persistent à vouloir les utiliser à des fins réactionnaires, comme celui des non-totalitaires qui se servent de leur situation dans les syndicats pour leur profit personnel et satisfaire toutes sortes d'ambitions ; en attaquant tout ce qui favorise cette corruption, comme les pratiques manœuvrières, le centralisme, la structure verticale des organisations, en tant que déformations de la volonté des affiliés, sources de privilèges pour les dirigeants et de spéculations politiques.

4<sup>o</sup> Dénoncer l'ingérence néfaste de l'Etat, qui pèse chaque jour davantage sur le mouvement ouvrier, et dont le principal instrument, en plus des multiples moyens de pression et de démagogie, est constitué par la loi des associations professionnelles ; faire ressortir que cette ingérence, jointe à l'influence totalitaire et à l'action négative de certains éléments politiques et arrivistes, sont des facteurs qui dégradent le caractère authentique des organisations syndicales ; et mettre ainsi en relief que l'actuelle tendance de recourir à l'Etat pour résoudre tous les problèmes ne peut qu'affaiblir l'ardeur combattive des travailleurs, et qu'elle représente par conséquent l'antithèse du véritable sens de leur lutte.

5<sup>o</sup> Revendiquer les méthodes d'action directe qui rendent évidente la force de la classe ouvrière quand elle fait l'unité d'action et se sent solidaire ; recommander aux militants libertaires d'intervenir fermement dans toutes les actions revendicatives, en donnant ainsi à ces derniers un sens anti-capitaliste et anti-étatiste, et en en faisant les étapes d'un constant processus de transformation de la société, pour l'obtention définitive des droits et de la dignité des travailleurs.

6<sup>o</sup> Faire ressortir l'importance du rôle social des syndicats pour résoudre — même au sein du monde capitaliste — nombre de problèmes qui les concernent, par des méthodes mutualistes et coopérativistes : services médicaux, assistance sociale, logement, distribution des produits de consommation en excluant les intermédiaires et les spéculateurs ; mettre ainsi en relief la profonde signification de la prise en charge par les travailleurs — quand les circonstances sont propices — des entreprises de production, des circuits de distribution, des services publics, ce qui peut donner lieu à de fécondes expériences et mettre en évidence la capacité créatrice de la classe ouvrière.

7<sup>o</sup> Signaler qu'il est désirable que toutes les forces syndicales demeurent unies dans une seule confédération nationale, à condition que celle-ci accepte comme postulats ceux de la liberté et de l'indépendance syndicale, qu'elle se développe sous une forme fédéraliste et soit régie par des normes démocratiques. Mais si l'affiliation implique le renoncement à ces principes, et le péril d'asservisse-

ment, la désaffiliation s'impose ; il s'agit alors de recréer une vigoureuse organisation nationale qui interprète les aspirations authentiques des travailleurs et garantisse un climat de tolérance et de coexistence cordiale.

8<sup>o</sup> Recommander à tous les militants de la F.L.A. une participation active dans tous les syndicats, et à tous les niveaux des organisations ouvrières, notamment aux postes responsables, dans la mesure où ces fonctions demeurent compatibles avec les orientations fondamentales de l'organisation et sa méthodologie, afin que les principes et les positions que nous avons énoncés soient solidement soutenus ; qu'ils coordonnent leur propre action syndicale à celle de tous les militants ouvriers en accord avec nos principes, pour aider ainsi la classe ouvrière à se libérer des influences totalitaires, de l'exploitation d'éléments politiques et opportunistes, et des interférences de l'Etat, pour renforcer ses positions et ses effectifs, pour faire front à l'exploitation capitaliste et à la réaction, et pour atteindre la libération sociale à laquelle le mouvement ouvrier doit toujours aspirer.

## Pour la liberté de la presse espagnole antifranquiste

Protestations et manifestations contre les mesures administratives prises par le gouvernement français pour faire taire l'émigration espagnole antifranquiste sont partout signalées.

Une manifestation s'est déroulée à Londres, à l'intérieur et à l'extérieur de l'ambassade de France, organisée par les syndicalistes et les libertaires. Un tract de la Syndicalist Workers Federation fut distribué. Trois manifestants furent emmenés par la police, après qu'ils eussent tenté de s'installer dans l'ambassade même. Le « Sunday Telegraph » et l'« Observer » s'en firent l'écho sous le titre : « Les syndicalistes à l'ambassade française ».

Au V<sup>e</sup> Congrès national de la Fédération libertaire argentine, auquel participaient les représentants de toutes les provinces et des délégués de divers pays latino-américains, une résolution condamnant les mesures prises à l'encontre de l'exil espagnol a été votée à l'unanimité, appelant l'ensemble des militants à participer à la campagne de protestation.

Un appel identique est fait par « Views and Comments », l'organe de la Ligue libertaire des Etats-Unis.

Signalons également les réactions de divers cercles estudiantins suédois, et notamment celle du Cercle Syndicaliste juvénile de Lund.

A New York, une manifestation a été organisée devant les locaux de la délégation française aux Nations Unies. Banderoles et tracts expliquaient à la foule le sens de la protestation. Parmi les organisateurs : les Sociétés espagnoles Confédérées, l'Union des Etudiants pour la Paix, la Ligue Libertaire, le Front Socialiste, etc...

En France, l'appel paru dans la « R.P. » a été repris et diffusé, notamment par les camarades de Niort.

Par ailleurs, les noyaux de la C.N.T. française ont largement ouvert les colonnes de leurs journaux aux textes en langue espagnole.

Les socialistes français qui éditent un journal « Le Socialiste » contenant de nombreux articles en langue espagnole, pour remplacer « El Socialista », organe du P.S.O.E., ont eu la désagréable surprise de voir saisir, par le Ministère de l'Intérieur, la livraison du 6 février dernier. Une nouvelle forme d'interdiction qui laisse planer la menace sur chaque numéro.

# LES FAITS DU MOIS

**LUNDI 1<sup>er</sup> JANVIER.** — Coup d'Etat avorté au Liban. Insurrection kurde dans le Nord de l'Irak.

Par solidarité avec les mineurs de Decazeville, démission des 307 maires de l'Aveyron.

**MARDI 2.** — Prolongation de la grève des bouchers parisiens.

**MERCREDI 3.** — Grève d'autobus à New York. Grève des dockers à Stamboul.

Les syndicats de la Sûreté Nationale solidaires de Rouve, secrétaire général de la Fédération des personnels de la Préfecture de police.

**JEUDI 4.** — En Algérie, attentats, à Oran, Alger, etc. : plus de 40 morts.

Fin de la grève des bouchers de Paris.

Au Portugal Salazar menace de quitter l'O.N.U.

**VENDREDI 5.** — L'Organisation des Etats Américains a levé les sanctions contre la République Dominicaine.

**SAMEDI 6.** — Conflit entre le gouvernement d'Irak et l'Iraq Petroleum Company.

**MARDI 9.** — A Bonn entretiens Adenauer-MacMillan. Mémorandum soviétique au gouvernement d'Allemagne fédérale.

**MERCREDI 10.** — Au Congo ex-belge M. Gizenga, est exclu de son parti.

Constitution d'un Conseil national clandestin pour la défense de la République.

Procès de l'abbé Robert Davezies, soutien du P.L.N.

**JEUDI 14.** — Glissement de terrain au Pérou : 3.000 victimes.

Le P.S.U. maintient sa volonté d'accord avec le P.C. et rompt avec la S.F.I.O.

**VENDREDI 12.** — Conférence intersyndicale africaine à Dakar.

**DIMANCHE 14.** — A Bruxelles accord des Six du Marché Commun sur le problème agricole.

**LUNDI 15.** — Assassinat du directeur des P. et T. d'Alger.

Délégation en Chine populaire du parti socialiste japonais.

Ouverture au Caire du procès des diplomates français.

Mitraillage de la Bourse du Travail de Boulogne-Billancourt.

**MARDI 16.** — Entrevue des ministres tunisien et français à Paris.

Combat naval hollando-indonésien.

Rencontre de MM. Guy Mollet, Antoine Pinay, André Colin (M.R.P.), Maurice Faure (radical), Bothereau (F.O.) et Levard (C.F.T.C.) sur... « le vide du pouvoir ».

**MERCREDI 17.** — En République Dominicaine, émeutes et démission du Président Balaguer.

Au Congo ex-belge révocation de M. Gizenga, vice-président du Conseil, leader lumbumbiste.

En Finlande : élection présidentielle : victoire du président Kekkonen.

Le Tribunal militaire de Paris, qui a condamné à 3 ans de prison l'abbé Davezies, acquitte trois officiers ayant torturé et tué une musulmane.

**JEUDI 18.** — Arrestation de lycéens pour les explosions au plastic (18 dans la région parisienne).

**VENDREDI 19.** — Nouveau coup d'Etat à Saint-Domingue : retour de l'ancien gouvernement provisoire.

Les électriciens de New York obtiennent, après une grève, la semaine de 25 heures.

**SAMEDI 20.** — 3.000 ouvriers métallurgistes en grève à Bilbao (Espagne).

Chute près de Bari (Italie) d'un Mig bulgare, soupçonné d'espionnage.

**LUNDI 22.** — A Punta del Este (Uruguay) ouverture de la huitième conférence interaméricaine.

Explosion d'une bombe au quai d'Orsay : 1 mort et 12 blessés.

**MARDI 23.** — Heurts, au Quartier Latin, entre adversaires et partisans de l'O.A.S.

**MERCREDI 24.** — Nouveaux incidents au Quartier Latin, particulièrement à la Faculté de Droit.

La Chambre du peuple de Berlin-Est vote à l'unanimité le service militaire obligatoire.

Accord entre la F.N.O.S.S. et les médecins pour la revalorisation des honoraires.

Treize plastiquages à Paris contre des journalistes.

**VENDREDI 26.** — Le gouvernement tunisien accepte de reprendre en juillet la négociation sur Bizerte.

Découverte à Berlin-Est du tunnel par lequel 28 réfugiés s'échappèrent.

Le Président Kennedy veut traiter avec le Marché commun européen.

**SAMEDI 27.** — Comité National d'Action socialiste et radical contre l'O.A.S.

**LUNDI 29.** — Congrès démocrate-chrétien à Naples (Italie).

Rupture de la conférence de Genève sur le désarmement nucléaire.

Réunion à Puteaux des élus municipaux et cantonaux socialistes : discours de Guy Mollet.

**MERCREDI 31.** — Arrestation à Paris de Philippe Castille, chef des plastiqueurs.

La Conférence interaméricaine de Punta del Este écarte Cuba de l'Organisation par quatorze voix contre une et six abstentions (Argentine, Brésil, Bolivie, Chili, Equateur, Mexique).

## D'où vient l'argent ?

MOIS DE JANVIER 1962		
RECETTES :	1960	1961
Abonnements ordinaires .....	1.053,40	—
Abonnements de soutien .....	700 »	—
		1.753,40
Souscription .....		368,05
Vente au numéro .....		140,20
Vente de livres et brochures .....		95,40
Divers .....		102,55
		2.459,60
Total des recettes .....		631,48
En caisse à fin décembre 1961 .....		3.091,08
DEPENSES :		
Impression et papier (R.P. décembre 61) ..	1.185,10	
Impr. et pap. (R.P. janv. 62) (partie) ....	800 »	
Frais d'expédition .....	107,98	
Téléphone .....	55,25	
Autres frais généraux .....	70 »	
		2.218,33
Total des dépenses .....		872,75
En caisse à fin janvier 1962 :		3.091,08
Espèces .....	245,72	
Chèques postaux .....	627,03	

### LES ABONNEMENTS DE SOUTIEN

A Bardin (Seine), 100 ; Marcelle Costentin (Paris), 25 ; Raymond Croze (Paris), 30 ; André Cuny (Paris), 50 ; Georges Folcher (Loire), 30 ; H. Grandjouan (Paris), 100 ; Pascal Leclercq (Jura), 100 ; Mailland (Seine), 30 ; Marie-Louise Marquis (Paris), 50 ; Lucien Marzet (Seine), 25 ; Georges Navel (Seine-et-Oise), 25 ; Tony Payre (Loire), 50 ; Albert Ponsot (Paris), 25 ; Roger Roessel (Paris), 30 ; Pierre Toesca (Seine), 30. — Total : 700 NF.

### LA SOUSCRIPTION

R. B., (Seine-et-Marne), 5 ; Marthe Bigot (Seine-et-Oise), 15 ; Frédéric Boissler (Loire), 5 ; Antoine Borle (Gironde), 5 ; Georges Chéron (Paris), 3 ; P. Divet (Ile-et-Vilaine), 10 ; G. Duchêne (Manche), 3 ; Jean Duperray (Loire), 5 ; J. Fontaine (Rhône), 5 ; Auguste Fornerod (Suisse), 2 ; Victor Gambau (Paris), 10 ; Antoine Garcia (Tarn), 5 ; Albert Goldschild (Paris), 30 ; R. Guillet (Haute-Vienne), 5 ; B. Hernaez (Seine-et-Oise), 10 ; Jean Jagaille (Seine), 5 ; Maurice Kirsch (Seine), 5 ; Kovokas (Grèce), 3,50 ; Marguerite Landry (Vienne), 10 ; Julien Lèbre (Ardèche), 5 ; J. M... (Loire), 5 ; Robert Marchetti (Paris), 5 ; Jules Marie (Seine-et-Oise), 5 ; Antoinette Millet (Paris), 5 ; Victor Nan (Haute-Garonne), 5 ; Jeanne O... (Belgique), 5 ; Pasquet (Dordogne), 4,55 ; J. Paupy (Puy-de-Dôme), 5 ; G. Ragot (Loire-Atlantique), 3 ; Félix Rivière (Rhône), 10 ; Helmut Rudiger (Suède), 40 ; Roger Salmat (Paris), 5 ; Albert Simon (Isère), 3 ; Georges Thomas (Indre), 10 ; Synd. bâtiment bois U. de S., 111. — Total : 368,05 NF.

LISEZ ET FAITES LIRE

**PRESENCE DU SYNDICALISME LIBERTAIRE**

par Louis MERCIER

L'exemplaire : 3 NF

**LE SYNDICALISME LIBERTAIRE ET LE « WELFARE STATE »**

d'Evert Arvidsson

L'exemplaire : 2 NF Par colis de 10 : 15 NF

**L'ACTUALITÉ DE LA CHARTE D'AMIENS**

par Roger Hagnauer

L'exemplaire : 1 NF

**EST-CE QUE LE BATIMENT VA ?**

par Pierre Dichamp

Chaque exemplaire : 1 NF

Commandes à l'Union des Syndicalistes : R. Marcheti, 103, rue Orfila, Paris-20<sup>e</sup>  
C.C.P. 7473-08 Paris

**LE MOUVEMENT OUVRIER PENDANT LA PREMIÈRE  
GUERRE MONDIALE**

Tome II. — De Zimmerwald à la Révolution russe

par Alfred Rosmer

Prix net : 30 NF

**MOSCOU SOUS LENINE**

par Alfred ROSMER

Prix : 4 NF

**LA CHINE**

par Robert Louzon

Prix : 4 NF (franco)

**TROIS SCISSIONS SYNDICALES**

par Pierre MONATTE

Prix : 6 NF 90

**LES JOIES ET LES FRUITS DE LA LECTURE**

de Roger HAGNAUER

L'exemplaire : 6 NF

**L'EXPRESSION ECRITE ET ORALE**

par Roger HAGNAUER

L'exemplaire : 9 NF 45

Commandes à La Révolution prolétarienne C.C.P. 734-99 Paris